

8 ET 9 OCTOBRE 1983 — ESPACE BASF — DE 14 h À 24 h  
**DEUX JOURS POUR RADIO-LIBERTAIRE** (voir P. 11)

T2137-498-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde  
**Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

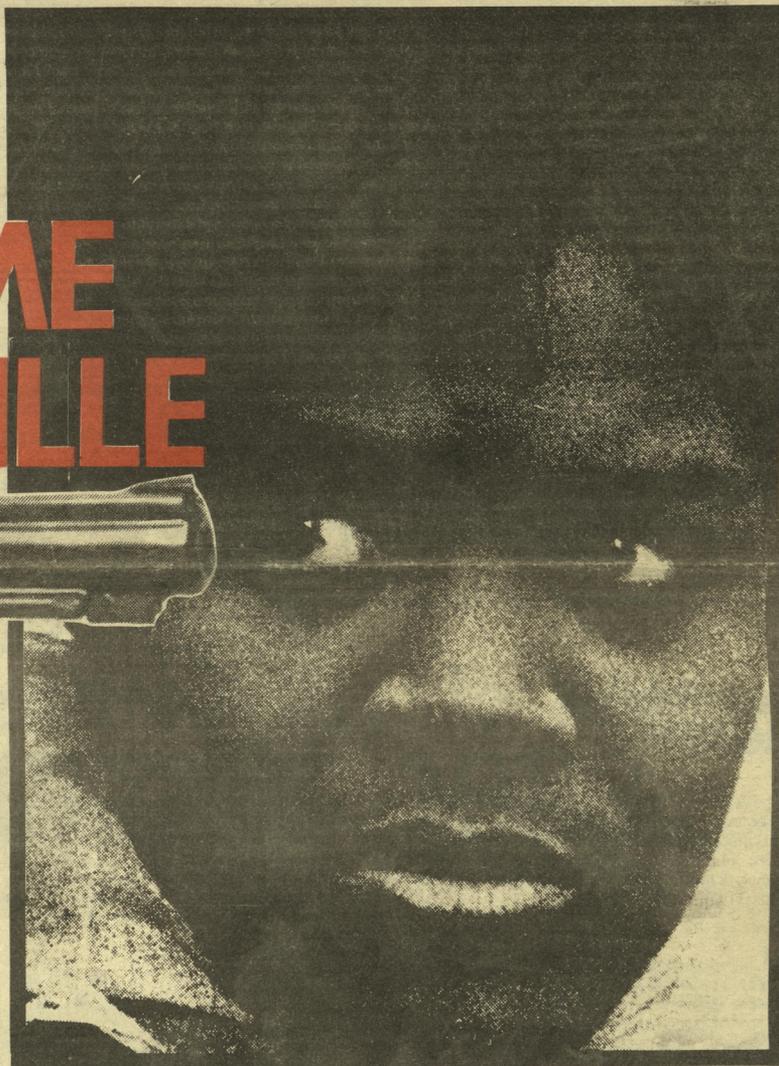
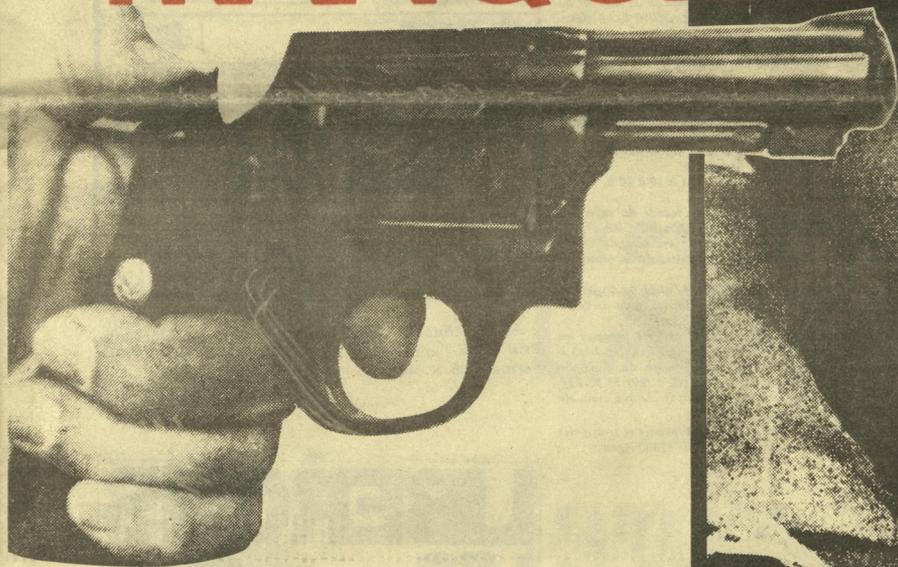
N° 498

JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983

8,00 F

LE POUVOIR ET  
LES IMMIGRÉS :

# LE RACISME TRANQUILLE



## ÉPURATION

DES centaines de policiers casqués, bottés, encerclant tout un quartier, bloquant toutes les issues, filtrant tous ceux pris dans leur filet, embarquant sans ménagement tous les « suspects »...

La scène ne se passe ni à Santiago, ni à Varsovie...

Elle se joue en plein cœur de Paris.

Soucieux de trier le bon grain de l'ivraie, c'est à dire les « bons » immigrés séjournant régulièrement en France et les « mauvais », ceux qui sont rentrés en fraude, l'Etat socialiste vient d'ouvrir la chasse aux travailleurs clandestins — avec les grands moyens. Chaque jour, des quartiers de Paris à forte population immigrée sont bou-

clés, quadrillés par les C.R.S.... Les « irréguliers » pris au cours de ces rafles sont gardés, en attendant l'expulsion... Ces grandes manœuvres policières ont été baptisées « Opération Salubrité »... Salubrité... Ce terme évoque des périodes que seuls les naïfs et les imbéciles ont pu croire révolues dans ce pays.

Et le bon peuple de gauche est tout à fait d'accord avec ça. Ce même peuple de gauche qui manifeste à Dreux ou à Saint-Vrain contre la montée des fascistes.

Le gouvernement socialo-communiste a définitivement fait un choix : plutôt que d'attaquer la racine du racisme qui est de plus en plus présent dans la population, plutôt que de démontrer l'absurdité et la bêtise des campagnes xénophobes des partis d'extrême-droite qui sévis-

sent depuis les dernières municipales et qui propagent la haine raciale, il applique les mesures préconisées par Le Pen et ses amis, à seule fin de ne pas perdre un électeur populaire intoxiqué par la propagande fascisante.

Grands défenseurs des Droits de l'Homme, les socialistes ont mis leurs grandes idées au rencart et préfèrent, par souci électoraliste, s'attaquer à ceux qui, depuis des années, subissent en plus des vexations habituelles une surexploitation éhontée du fait de leur situation de clandestins.

Ils sont prêts à tout pour récupérer une partie de leurs électeurs qu'ils semblent être en train de perdre, si l'on en croit les récents sondages d'opinion... Quitte à laisser tomber leur masque de partisans de la Justice, de la Liberté, de la Fraternité,

et tout le reste... Cela ne nous surprend absolument pas, n'ayant jamais accordé le moindre crédit aux belles promesses de Mitterrand avant sa venue au pouvoir... Espérons que ceux qui ont cru vont enfin ouvrir les yeux...

Jusqu'à présent, les travailleurs immigrés sans carte de séjour n'empêchaient personne de dormir... et surtout pas les socialistes qui continuaient à couvrir le scandale tranquillement : conditions de travail déplorables, salaires de misère, conditions de logement inhumaines, etc.

Aujourd'hui, il faut donner quelque chose en pâture aux gosses, à ceux qui ont besoin de trouver plus misérables qu'eux pour cracher dessus, plutôt que de faire face aux vrais problèmes. Alors les travailleurs immigrés sont désignés comme responsables de la crise, du chômage, de l'insécurité, etc.

de la crise, du chômage, de l'insécurité, etc.

Bien sûr, le gouvernement se défend bien de vouloir faire une campagne anti-immigration... Pour atténuer le choc des opérations coups-de-poing, dignes de celles de Bonnet et Storélu, il assure qu'en revanche, tout sera fait pour faciliter l'intégration des étrangers vivants en France depuis longtemps — diviser pour régner. Comme si le racisme allait s'arrêter net après le départ du dernier « sans-papier » !

En s'en prenant à une partie de la population immigrée, en cautionnant par leurs actes les positions des partis d'extrême-droite, en favorisant un climat de haine raciale, les socialistes ne sont plus à une contradiction près... Y compris celle de préparer le lit des fascistes !

Groupe Libertad

Fop 2520

### liste des groupes f.a.

#### • PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

#### • RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 3<sup>er</sup>, 4<sup>er</sup>, 5<sup>er</sup>, 9<sup>er</sup>, 10<sup>er</sup>, 11<sup>er</sup>, 13<sup>er</sup>, 14<sup>er</sup>, 15<sup>er</sup>, 18<sup>er</sup>, 19<sup>er</sup>, 20<sup>er</sup> — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Orsay, Villejuif, Vitry, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine, Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

#### • LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF, Liaison des cheminots.

#### • LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Brunoy, Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Bégard, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartes, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Corse : Ajaccio — Guadeloupe : Gourbeyre.

**Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amélot, 75011 Paris (m<sup>e</sup> République) tél. : 805.34.08**

### meetings débats

Le vendredi 30 septembre, à 17 h 30, Michel Auvray, objecteur, puis inoumis au service civil voilà plus de dix ans, présentera et animera un débat sur son livre : *Objeteurs, inoumis, déserteurs, histoire des réfractaires en France*, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, Paris-11<sup>e</sup>.

**Abonnez vous !**

LE MONDE LIBERTAIRE  
Rédaction-Administration  
145, rue Amélot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT  
à retourner au 145 rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien  Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre  Règlement

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

### liste des permanences des groupes f.a.

**Groupe de Caen :** permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

**Groupe « Albert Camus » de Toulouse :** permanence dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, le samedi de 15 h à 18 h 30.

**Groupe du Morbihan :** permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

**Liaison Bas-Rhin :** permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardék, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.

**Groupe « Michel Bakounine » :** permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

**Groupe Région toulonnaise :** le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

**Groupe de Rennes :** permanences le mardi à partir de 20 h, à la MJC La Paillette.

**Groupe d'Angers :** Tous les vendredis de 17 h à 19 h, à la librairie la Tête en Bas, 17, rue des potiers, à Angers.

**Groupe de Marseille :** permanences le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

**Groupe « Jules Durand/Entraide » du Havre :** pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules-Tellier, 76600 Le Havre.

**Groupe du 11<sup>e</sup> :** permanences à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

**Groupe d'Amiens :** permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP n° 7, 80330 Longueau.

**Groupe « Nestor Makhno » de Saint-Etienne :** permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

**Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest :** permanences le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen Ar Creach, rue du Professeur-Chrétien.

**Groupe Fresnes-Antony :** permanences le samedi de 14 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

**Liaison Blois :** permanences le jeudi de 18 h à 22 h, au 24 rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

**Groupe d'Anizy-le-Château :** permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

**Groupe « Sébastien-Faure » de Bordeaux :** permanences le mercredi de 18 h à 19 h et le samedi de 14 h à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

**Groupe « Voline » :** permanences les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois de 19 h à 20 h 30 et samedi sur rendez-vous, au 26, rue Piat, Paris-20<sup>e</sup>.

**Groupe « Proudhon » de Besançon :** permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

**Groupe d'Aubenas :** permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

**Groupe Louise-Michel :** permanences le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18<sup>e</sup>.

**Groupe de Beauvais :** permanences le premier mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

**Liaison d'Aix-en-Provence :** permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté de lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

**Liaison Bruinoy :** permanences au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.

**Groupe de Lille :** permanences tous les mercredis, excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenoy, à Lille (tél. : (20) 53.85.23).

**Liaison de Lyon :** permanences les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

**Groupe d'Agen :** permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-Droit, 47000 Agen.

### communiqués

- Le groupe d'Agen assure des permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois en son local : 64, de l'Angle-Droit, 47000 Agen.
- Le groupe Sevran-Bondy de la F.A. reprend les ventes du Monde libertaire le jeudi, de 7 h 15 à 8 h, à la gare de Bondy, et le samedi de 10 h à 12 h au marché de la gare de Bondy. Lors de ces ventes, toutes les personnes désireuses de se joindre à nous pour développer l'anarchisme dans nos quartiers pourront nous contacter.
- La liaison de Nice (06) invite tous les anarchistes désirant travailler sérieusement, pour la création d'une structure organisée, à contacter les R.I. qui transmettront.
- Un groupe est en formation sur Conflans-Sainte-Honorine. Les libertaires de la région intéressés par cette initiative peuvent écrire aux R.I. qui transmettront.
- Les personnes intéressées par la propagation des idées libertaires sur la région de Lamballe (22) peuvent écrire aux R.I. qui transmettront à la liaison en formation.

### éditions



Affiche éditée à l'occasion du gala de Radio-Libertaire. Prix : 5 F l'unité, 0,20 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 65 x 50.

### sommaire

PAGE 1 : Epuration — PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, rendez-vous le l'été, Une radio libre saisie par la droite, En bref, Attentat au Larzac — PAGE 4 : La rentrée 83 : une réussite, mon œil ?, Centres de tri : ça continue, Livres et papier-carton... — PAGE 5 : Immigration, quelques points de repère — PAGE 6 : Sécurité sociale : la réforme — PAGE 7 : Géopolitique et stratégie — PAGE 8 : L'électoralisme au service des militaires, Liban : le militarisme triomphant, Dans le monde... — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Cabot et Proudhon — PAGE 11 : Radio-Libertaire — PAGE 12 : Le rôle du syndicalisme en cette rentrée 83, L'épouvantail à deux têtes.



Affiche éditée par le secrétariat à Radio-Libertaire. Prix : 5 F l'unité, 1 F à partir de 10 exemplaires. Format : 95 x 65.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris-11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n° 55 050  
 Imprimerie : « Les Marchés », 44 rue de l'Ermitage, Paris-20<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

## en bref...en bref...

• Pour apprendre l'espéranto à Nice, une seule adresse : La Maison des jeunes et de la culture Magnan, 31, rue Louis-Coppet (Tel. 86.28.75. le mercredi de 16 h à 18 h. Tarif : 200 F l'année.

• La Coordination Nationale Antisymbiose se réunit les 8 et 9 octobre à Lyon. Cette réunion nationale se déroulera au C.E.P., 44, rue Saint-Georges et envisagera les actions futures et analyses de ce qui s'est déjà passé. Pour tous renseignements relatifs à l'hébergement, bouffe et autres : C.O.T. Tel. 63.38.39.55. le mercredi de 17 h à 19 h. Bientôt en vente le Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement n° 3. Pour toute aide : C.O.T., B.P. 229, 81002 Albi.

• « Esquisse » : revue poétique libertaire vient de sortir un double numéro (n° 6 et 7) consacré au « Feu ». On peut se procurer ce numéro en écrivant à Claude Turle, « Esquisse » quartier de la Gare 83320 Carqueiranne.

• « Initiales » est la revue de la Fédération des écoles nouvelles et/ou autogérées. Dans son premier numéro, elle présente des articles sur les lycées différents de Paris, Saint-Nazaire, Caen et des projets de Lorient et Paris. Pour contact : c/o A.-M. Bonnisseau 6, allée G.-Recipon, 75019 Paris.

• Le journal « L'Antiraciste » appelle à une manifestation contre le racisme pour le samedi 15 octobre à Paris. Contact : 209.93.22.

## UNE RADIO LIBRE SAISIE PAR LA DROITE !...

À Paris, le mois dernier, une bonne dizaine de radios libres ont été interdites *manu militari*. Eh bien à Sète, notre bon maire giscardien M. Marchand, a coiffé au poteau les bûcherons roses.

En effet radio « C'est-toi », radio associative (le jeu de mot *c'est-toi* au lieu de sétois démontre bien la volonté de ses animateurs) qui émettait régulièrement depuis janvier 1983, avec avis favorable de la commission Galabert, a été autoritairement fermée par le maire jeudi 22 juillet.

Un bref historique nous rappelle que l'ancienne municipalité (P.C.-P.S.) lui avait alloué un local en l'équipant en studio d'émission dans le centre culturel sétois (regroupant les associations culturelles de la ville). Elle avait ainsi financé une partie du matériel.

Radio *C'est-toi* avait gardé une totale liberté d'expression, notamment au moment des élections municipales en organisant souverainement ses émissions et les interviews des listes candidates. La commune anarchiste avait même été évoquée sur les ondes par la liaison F.A.

La nouvelle municipalité (C.D.S.), après des promesses, montre un visage différent. Le 7 puis le 9 juillet 1983 l'émetteur tombait en panne ; alors que radio *C'est-toi* s'occupait de faire venir un réparateur (matériel sous garantie), le nouveau

maire adressait le 13 juillet une lettre informant la radio de la reprise immédiate du matériel et du local. Le 20, les serrures du studio étaient changées... les animateurs ne purent récupérer leur bien que le 28 avec un huissier présent !

Notons aussi que le matériel communal récupéré consiste en l'émetteur, la console de mixage, l'antenne et le local... dure épreuve donc, pour les animateurs de la radio.

Que peut faire le maire de ce matériel ? Il n'a pas de dérogation et les radios municipales sont interdites. Cela a des rejets de magouilles politico-financières, car une radio concurrente et commerciale s'était installée à 50 mètres de radio *C'est-toi* !

R.T.S. (Radio thau sétois) reproduit localement le monopole du fric et du profit, idéale donc pour la nouvelle municipalité, surtout lorsque l'on sait que des promoteurs, commerçants, sont derrière cette radio.

En réprimant les radios libres, en cassant la vie associative, le pouvoir quel qu'il soit, nous montre son vrai visage et nous prouve une fois de plus que son utilisation déclenche inéluctablement la répression.

La liberté d'expression n'existera que lorsque l'on aura détruit toutes les forces oppressives. L'Etat en étant le principal pilier.

Michel  
Liaison de Sète

## Editorial

**S**AMEDI dernier la nouvelle est arrivée : il n'y aura pas de mot d'ordre de grève générale lundi 26 et mardi 27 en Belgique. La F.G.T.B. ayant au cours de son comité national rejeté la proposition de ses fédérations wallonnes qui voulaient maintenir le mot d'ordre de grève générale. La décision des cheminots flamands du syndicat chrétien C.S.C. de reprendre le travail en fin de semaine dernière n'a pas été pour rien dans l'effritement du mouvement. Il est peut-être trop tôt pour dresser un bilan mais on peut déjà dire que le gouvernement social-chrétien-libéral à su jouer des oppositions qui existent en Belgique entre Wallons et Flamands sans parler de la question religieuse. La majorité gouvernementale belge a donc maintenant sa politique d'austérité, mais non sans hypothéquer son avenir.

Nombre de travailleurs belges impliqués dans ce « test anti-austérité » espère faire tomber la coalition gouvernementale actuelle. A Charleroi lors d'une manif. le bourgmestre de la ville membre de la direction du P.S. belge a rappelé que son parti était « toujours candidat au pouvoir ». On voit les choses venir !

Un des points forts de la grève était la paralysie du chemin de fer, les syndicalistes cheminots belges devraient venir chez nous voir, comment se battre contre l'austérité avec un gouvernement de gauche et un ministre des transports communiste !

Que ce soit à la C.S.C. ou à la F.G.T.B., à Zeebrugge, Wamur, Vervier ou Charleroi les travailleurs belges ont montré leur combativité, même si le gouvernement a réussi à casser le front syndical. Il leur restera à se rendre compte que ce n'est pas une nouvelle majorité gouvernementale qui change les choses. Qu'ils viennent nous rendre visite et ils verront que le capitalisme d'Etat c'est toujours le capitalisme et que l'austérité de gauche c'est toujours l'austérité !

## ATTENTAT AU LARZAC

La « Jasse » du Larzac, ancienne bergerie jouxtant la R.N. 9 près de Rajal-del-Gorp, bien connue des militants, a été dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 septembre la cible des fascistes.

Cinq charges explosives ont ébranlé la construction et détruit tout le matériel et le mobilier de l'exposition qui s'y trouvait.

Inaugurée le 25 juillet, la « Jasse » avait été transformée en éco-musée. Une exposition très complète sur l'histoire du Larzac et la vie pastorale du causse, avait reçu la visite de très nombreuses personnes.

L'émotion passée, la colère et l'indignation ont gagné les paysans du plateau. Après l'écœurement, c'est la détermination : « Nous la reconstruirons plus belle et plus symbolique encore ».

Au moment où les fascistes relèvent la tête, nous devons redoubler de vigilance. Nous exprimons notre totale solidarité aux paysans du Larzac. Même avec de gros moyens, on ne brise pas un symbole.

Liaison Aveyron

## Le rendez-vous de l'été LARZAC 1983



Le Larzac, symbole de la lutte antimilitariste depuis dix ans, a été les 6 et 7 août, le théâtre d'un important rassemblement antinucléaire pour le désarmement. On peut estimer à 20 000 personnes le nombre de participants.

Deux journées donc, quatre forums de discussions et beaucoup de groupes d'expressions différentes avec des gens venus des quatre coins de l'Europe, même l'Europe de l'est et aussi des U.S.A.

Ce rassemblement est peut-être l'ébauche de quelque chose. Il s'est terminé par un serment : « Je m'engage à agir contre la course aux armements nucléaires qui se développe en Europe à l'ouest comme à l'est, et à laquelle la France, mon pays, participe, quelles que soient les raisons invoquées pour la justifier aujourd'hui ».

Des comités locaux restent à constituer, pour lancer un véritable mouvement de paix.

Le prochain rendez-vous est prévu à Paris le 22 octobre, précédé d'une semaine le rassemblement de La Haye, qui devrait regrouper l'ensemble des pacifistes européens. Reste

à voir quel sera l'avenir et la capacité d'un mouvement que les participants ont appelé de leur vœux.

Bien que ne faisant pas partie du comité d'organisation, nous avons tenu à être présents sur le Plateau. Des compagnons des départements limitrophes et quelques compagnons en vacances (de la région parisienne) se sont succédés derrière le stand à l'affiche de la Fédération anarchiste. Ce stand bien achalandé et installé à l'entrée, a connu un grand succès. Beaucoup de personnes ont demandé des précisions sur différents sujets, et notamment à propos de Radio-Libertaire.

Pour une fois, les médias officiels, télévisions régionale et nationale ont filmé et photographié notre stand. Le titre du journal du groupe d'Aubenas : *l'Agitateur* a particulièrement accroché et intrigué les téléspectateurs.

Cette fois-ci nous avons eu un bon impact auprès des gens. A nous maintenant d'augmenter cet acquis et d'amplifier les luttes, il y va de notre émancipation et de notre survie.

Liaison Sud-Aveyron

## LA RENTRÉE 83 : UNE RÉUSSITE ? MON OEIL !

**O**N s'en souvient encore la rentrée scolaire de septembre 1982 avait connu d'énormes ratés, rentrée manquée donc, de par le manque cruel de moyens et aussi le sabotage de hauts fonctionnaires peu enclins à se mettre au service de la nouvelle administration Savary.

Mais pour le gouvernement, il était plus aisé de désigner les enseignants comme responsables de ces « bavures » : ainsi, les maîtres auxiliaires, ces éternels laissés-pour-compte, furent en particulier pris pour boucs émissaires — cela avec l'appui des grands médias. La réponse du gouvernement fut donc l'autoritarisme !

Aujourd'hui, un maître auxiliaire ne peut plus refuser un poste, le refus étant assimilé à l'abandon de poste — c'est accepter ou se démettre.

### La rentrée 83 : les problèmes demeurent !

Savary voulait qu'en cette rentrée les socialistes fassent la preuve de leurs capacités à être de bons gestionnaires. Mais au fait, gérer quoi ? Sinon là encore une situation de crise !

Dans les collèges de l'Oise, 1 500 élèves nouveaux pour aucun enseignant supplémentaire, cela pour ne citer que ce seul exemple... Bien gérer, cela signifie donc planifier froidement, sans aucune humanité, un personnel en nombre nettement insuffisant par rapport aux besoins réels.

Bref, lors de cette rentrée, il s'agissait de mettre un enseignant dans chaque classe ; et tant pis si les classes sont surchargées, les maîtres non formés et donc des milliers d'enfants, les plus défavorisés bien-sûr, impitoyablement sacrifiés ! Savary pourra juger cette rentrée satisfaisante.

Et tout indique que la politique gouvernementale ira vers plus de « rigueur » encore, Savary reprenant même à son compte l'idée que la rénovation de l'école et la lutte contre l'échec scolaire peuvent s'engager sans moyen supplémentaire — ce qui était auparavant le leitmotiv de la droite, et que les partis de gauche dénonçaient.

### Le budget 1984

Pour les travailleurs de l'Éducation nationale, il se concrétisera par l'aggravation des conditions de travail et la baisse du pouvoir d'achat !

Aggravation des conditions de travail : seulement 1 620 emplois nouveaux, ce qui est tout simplement ridicule quand les besoins sont si considérables, d'autant plus que ces créations ne sont possibles que grâce à un redéploiement interne à la fonction publique puisque globalement il n'y aura pas embauche de fonctionnaires. Quant aux fonds de fonctionnement, ils seront eux sérieusement limités : certains chefs d'établissement en sont à se demander comment sera assuré le chauffage des locaux dont ils ont la charge !

Baisse du pouvoir d'achat : la direction de la Fédération de l'éducation nationale s'était gloriifiée d'avoir obtenu une clause de sauvegarde qui permettrait que l'augmentation des salaires soit indexée à la hausse des prix. Aujourd'hui, les dépenses des différentes administrations n'augmentant que de 6,3% — contre 11,7% en 1983 — il semble acquis que cette clause ne sera pas respectée, ce qu'avait d'ailleurs prévu — et cela depuis le début — les militants de l'École émancipée (tendance syndicaliste-révolutionnaire à l'intérieur de la F.E.N.).

### Le bilan syndical

Il est tout simplement désolant ! De compromis en compromissions, les couleuvres avalées deviennent des boas !

Pas de moyens nouveaux, baisse du pouvoir d'achat, le dossier de l'école privée toujours en suspens (quand les plus optimistes ou naïfs voyaient la fin de l'enseignement privé, c'est aujourd'hui l'enseignement laïque qui se voit menacé par les projets de loi sur la décentralisation II), etc.

Et le congrès du S.N.I.-P.E.G.C. de Bordeaux, à la fin du mois de juin dernier, n'a apporté aucune réponse : les responsables nationaux de la tendance majoritaire U.I.D. (proche du P.S.) se contentant de lancer de vaines mises en garde mais en refusant d'envisager toute action.

Pourtant lors de ces dernières élections internes au S.N.I. (vote sur les rapports moraux) la direction U.I.D. a perdu 6,7%. Cette montée des critiques est significative quand on sait que tout un système bureaucratique est là pour empêcher toute vague de fond.

Il est vrai que la situation devient urgente, l'ampleur de la désyndicalisation, en particulier, est plus que préoccupante ; il faudrait même plutôt parler de véritable hémorragie militante : de 300 000 adhérents en 1979, il en reste 260 000 aujourd'hui ! C'est dans les orientations politiques de la direction du S.N.I.-P.E.G.C. et dans le fonctionnement de plus en plus bureaucratique du syndicat qu'il faut chercher les origines de cette désyndicalisation.

### Les perspectives

Reste une solution, la seule : que les travailleurs de l'Éducation nationale engagent la bagarre pour la satisfaction de leurs revendications et cela sans attendre de mots d'ordre d'en haut qui de toute façon ne viendront pas... Bref, que le syndicalisme retourne à ses sources : l'action directe !

Jean-Michel  
Liaison Noyon

## LIVRE ET PAPIER-CARTON : ACTIONS SPECTACULAIRES ET PERSPECTIVES POLITIQUES

**D**EUX cent mille selon *Libération*, 400 000 selon *Le Matin*, bref une partie importante du tirage d'*Ici Paris* a été dispersé sur la chaussée la semaine dernière. Cela se passait le mardi 21, vers 14 h 30, après que les 35 tonnes qui transportaient les journaux ait été intercepté par des militants du Livre C.G.T., à la porte de la Chapelle, à Paris.

Il venait des Pays-Bas où, depuis quelques années, il est imprimé.

Quand *Ici Paris* était confectionné en France, il faisait comme nombre de ses confrères hebdomadaires et, changeant sans cesse d'imprimerie, contribuait à sa manière à la casse des grosses entreprises.

Utopie que de le faire revenir, ainsi que tous les autres titres confectionnés à l'étranger ? Peut-être, quand on voit la feinte, impuissance des pouvoirs publics

et que l'on sait que certains travaux reviendraient dans des entreprises où le syndicalisme n'a que peu d'influence. Quoi qu'on pense de la finalité politique du « Produire français » cher à la C.G.T., il ne faut pas oublier que la semaine d'action du syndicat du livre C.G.T. était principalement motivée par la menace de 1 500 licenciements à la Chapelle Darblay. Giscard ne voulait plus d'imprimeries lourdes en France, Fabius et consorts veulent-ils autre chose ? La question est posée...

Ce que l'on peut souhaiter pour les travailleurs du Livre, c'est que le combat continue et ne serve pas uniquement de marche-pied aux délégations qui vont dans les ministères. Il faut que les travailleurs interviennent pour que ça change vraiment, nous a souvent dit Krasucki. Chiche !

F.B.



## Centres de tri : ça continue !

**L**a grève continue dans les centres de tri. Malgré le silence persistant des médias, elle touche la quasi-totalité des centres de la région parisienne et de province, certains poursuivant une grève reconductible depuis deux semaines, d'autres organisant depuis aussi longtemps des débrayages quotidiens.

Le caractère le plus marquant de cette grève est qu'elle ne répond pas au mot d'ordre d'une organisation syndicale. Elle est partie de la base pour riposter aux attaques sans précédent contre les acquis sociaux des employés du tri et contre le service public. Seulement ce plan de restructuration est approuvé, du moins dans ses grandes lignes, par les organisations syndicales représentatives. C'est pourtant un plan préparé de longue date par un haut fonctionnaire qui était déjà là sous Giscard : le directeur général des postes, Dancet, qui a donné son nom à ce plan, assure de toute évidence la continuité d'un régime qui n'a pas renoncé à s'attaquer aux acquis des travailleurs.

Mais qui mène cette grève alors ? La C.G.T. freine des deux pieds, la C.F.D.T. refuse toute action et se satisfait des maigres concessions de l'administration,

F.O. ne dispose pas dans ce secteur d'une infrastructure militante lui permettant de donner suite à son appel à la grève. Ce sont en fait les sections syndicales C.F.D.T. qui ont poussé le mouvement, réussissant fréquemment à entraîner la majorité des travailleurs dans l'action. Devant l'absence de relais de leur fédération, ces sections C.F.D.T. (18 au total, dont 8 de province) ont réuni, le 16 septembre à Créteil, un comité de coordination qui a élaboré une plate-forme revendicative et appelé à une extension de la grève pour le 22 septembre.

Cet appel a été largement suivi, puisque la presse s'est soudain rendu compte que la grève des centres de tri, c'était sérieux. Il a bien fallu admettre enfin que le mouvement se renforçait, et souvent se durcissait. Mais malgré ce succès de la grève, la fédération C.F.D.T. n'a pas bougé.

Il y a bien entendu une raison conjoncturelle au refus syndical de suivre le mouvement de grève : l'organisation des élections de la Sécurité sociale du 19 octobre a besoin du service postal.

Mais cela ne doit pas occulter le fond du problème : l'accord des organisations syndicales repré-

sentatives avec un plan qu'ils ont eu tout le loisir de discuter et de préparer avec l'administration au sein d'une commission de concertation dite « commission Vié », et dont le but essentiel est de réaliser le plus d'économies possibles dans le cadre du plan gouvernemental d'austérité. Entre militants des mêmes partis, on ne va tout de même pas se mettre des bâtons dans les roues !

Ce que la C.F.D.T. appelle « l'autonomie engagée » n'exclut nullement les bavures. Qui s'étonnera que la première bavure se produise dans la ville du ministre de l'intérieur ? Les travailleurs du centre de tri de Marseille ont été évacués par les C.R.S. le 24 septembre, ce qui a entraîné une paralysie totale du centre, les non-grévistes rejoignant les grévistes.

L'heure est de plus en plus à la riposte. Conscient du risque de contagion, le Ministère a convoqué les trois syndicats à une nouvelle négociation pour le 28 septembre. C'est la preuve qu'il s'agit d'un réel mouvement de masse, une lame de fond que personne ne contrôle. C'est cela qui leur fait peur.

A.S.

**IMMIGRATION  
QUELQUES POINTS DE REPÈRE**

**L**ES dernières élections de Dreux ont relancé le débat au sujet de l'immigration. La droite revient à ses vieux démons et brandit les arguments racistes et xénophobes. Déjà, pendant la campagne des municipales de mars 1983, la gauche a souvent observé un silence coupable sur les problèmes de l'immigration et l'on a même vu certains candidats socialistes surenchériser en matière de répression contre les travailleurs étrangers.

Quant aux dernières dispositions contre l'immigration clandestine, elles ne font qu'amplifier la campagne raciste et argumenter le slogan associant « immigration - insécurité - chômage ».

A Dreux, les habitants des quartiers populaires votent Front national, un peu partout en France, les manifestations d'intolérance et les crimes racistes se sont multipliés. Le racisme de l'homme de la rue, qui était à l'état latent, aujourd'hui s'exprime, et se justifie. La situation est grave et il est urgent de comprendre et d'analyser pourquoi et comment nous en sommes arrivés là.

**IMMIGRATION = EXPANSION**

Le développement économique qui a suivi la dernière guerre a entraîné un appel massif de main-d'œuvre étrangère. L'immigration était une nécessité de la croissance. Ces flux de main-d'œuvre étaient organisés soit légalement par des conventions entre les pays d'origine et les pays d'accueil (souvent liés entre eux par un passé colonial), soit clandestinement par des entremetteurs en complicité avec les entreprises intéressées. C'était une main-d'œuvre docile et bon marché, conçue comme intérimaire. Cette population étant considérée comme temporaire, l'Etat n'eut pas besoin de modifier ses structures sociales.

**IMMIGRATION = CRISE**

Dès 1973-1974, on assiste à un tournant décisif. La conjoncture économique change, on commence à s'inquiéter, le chômage devient menaçant. Les explications simplistes de la crise ne manquent pas : les pays arabes producteurs de pétrole font monter le prix du brut ; les pays occidentaux, consommateurs, entrent alors dans la crise, le chômage monte en flèche, et constatation finale, les Arabes prennent le travail des Français. Devinez un peu qui est responsable de l'enlèvement de la machine économique ? L'Arabe, l'Etranger !

A partir de là, le discours change : les travailleurs étrangers deviennent nuisible à notre économie. Le gouvernement Chirac suspend l'immigration et organise le départ des immigrés ; départ qui aura très peu de succès, car ce n'est pas seulement le contexte économique qui a changé, c'est aussi l'immigration elle-même.

**ÉVOLUTION DE L'IMMIGRATION**

Au cours des années, les immigrés se sont intégrés et installés en France. De nombreux éléments ont contribué à ce phénomène. L'immigration occupe une place structurelle dans la production : 40% dans le bâtiment et les travaux publics, 30% dans l'hygiène et la santé, 25% dans la construction automobile ; 67% des étrangers vivant en France, y séjournent depuis 13 ans et plus ; le regroupement familial important a révélé un désir d'implantation de longue durée ; la seconde génération, née ou élevée en France, prend de plus en plus d'importance, de par son nombre et de par la place qu'elle occupe dans la société ; les modèles culturels de ces jeunes immigrés changent, leur comportement se rapproche plus de celui des Français de leur génération que de celui de leurs parents.

La société française refuse de prendre en compte cette réalité, et cela a de très graves conséquences. Les immigrés sont maintenus dans un statut discriminatoire qui, bien souvent, les pousse à la clandestinité. Elle impose à la population étrangère un climat de précarité et d'insécurité. Cette population est complètement marginalisée, à la fois par la population française et la population de son propre pays.

Les jeunes de la deuxième génération, entre deux cultures, sont à la recherche d'une identité. Les problèmes de cohabitation entre des populations de cultures différentes se posent de façon aiguë et les concentrations urbaines ne font que les aggraver. Le contexte économique et social se dégrade, et l'on obtient la situation explosive actuelle.

Parallèlement, la population immigrée prend conscience de la permanence de sa présence en France. Elle s'exprime et engage la lutte.

Les dernières grèves dans l'industrie automobile en sont un bel exemple. Elle se regroupe, s'organise (quelques 900 associations ont fleuri en France).

**L'INCAPACITÉ DES GOUVERNEMENTS DEVANT UN PROBLÈME HUMAIN**

Depuis 1974, les gouvernements n'ont pratiquement pas pris en compte le problème culturel que posait la population immigrée. Les réponses qui ont été données évacuaient cette question : comment donner une place durable à quelques millions (1) d'étrangers, qui ne sont pas seulement des travailleurs mais aussi des hommes, des femmes et des enfants, avec leurs traditions, leur religion, leur culture propre ? A cela, il a été répondu par l'incitation au départ volontaire, les expulsions de clandestins et le pari de l'assimilation.

Et les mesures du gouvernement actuel ne sont pas fondamentalement différentes de celles de ses prédécesseurs. Elles sont loin des propositions du candidat Mitterrand : une carte d'identité unique, valable dix ans et renouvelable automatiquement, et surtout le droit de vote pour les immigrés. Des mesures, qui même si elles ne sont que partielles, auraient modifié la situation actuelle. Ne parlons pas de la plaquette de M. Autun, qui était destinée à informer et à aider la population française à comprendre les problèmes des immigrés et à combattre les théories racistes, celle-ci n'est pas sortie des placards du ministère.

**LE RACISME = DES CAUSES MULTIPLES**

La situation économique désastreuse des sociétés occidentales n'a fait que révéler ce qui a toujours été : un racisme latent de la population française à l'encontre des immigrés. Le racisme est essentiellement la peur de la différence et la volonté de fondre tous les individus d'un groupe dans les stéréotypes issus de l'inconscient collectif. Bien sûr, les différences culturelles sont très peu acceptées par les racistes. L'immigré doit se plier à notre mode de vie, sous peine d'être perçu comme un inadapté. Et même s'il le fait, il y aura toujours la couleur de peau, son type de visage qui le désigneront comme différent (et pour les racistes, différent signifie inférieur...).

Il peut aussi y avoir des raisons historiques comme la guerre d'Algérie. L'homme de la rue est soutenu par le politicien, qui se justifie de façon plus hypocrites. Publiquement l'homme politique ne peut pourtant pas s'affirmer ouvertement raciste ; l'extrême droite elle-même ose rarement prononcer le mot, alors qu'elle aime à nous entretenir de la grandeur de la France, de la sacro-sainte unité nationale, ou qu'elle introduit des notions encore plus subjectives comme le seuil de tolérance, par exemple. Abrutis par cette propagande au moment où la machine économique « foire » lamentablement, de nombreux Français se sentent des âmes de Super-Dupont, ils partent en chasse contre les agents de l'« Antifrance », responsables aussi bien du déficit de la Sécurité sociale que de l'été pourri, et ils ne trouvent comme bouc émissaire que le travailleur immigré qui vit et travaille près d'eux.

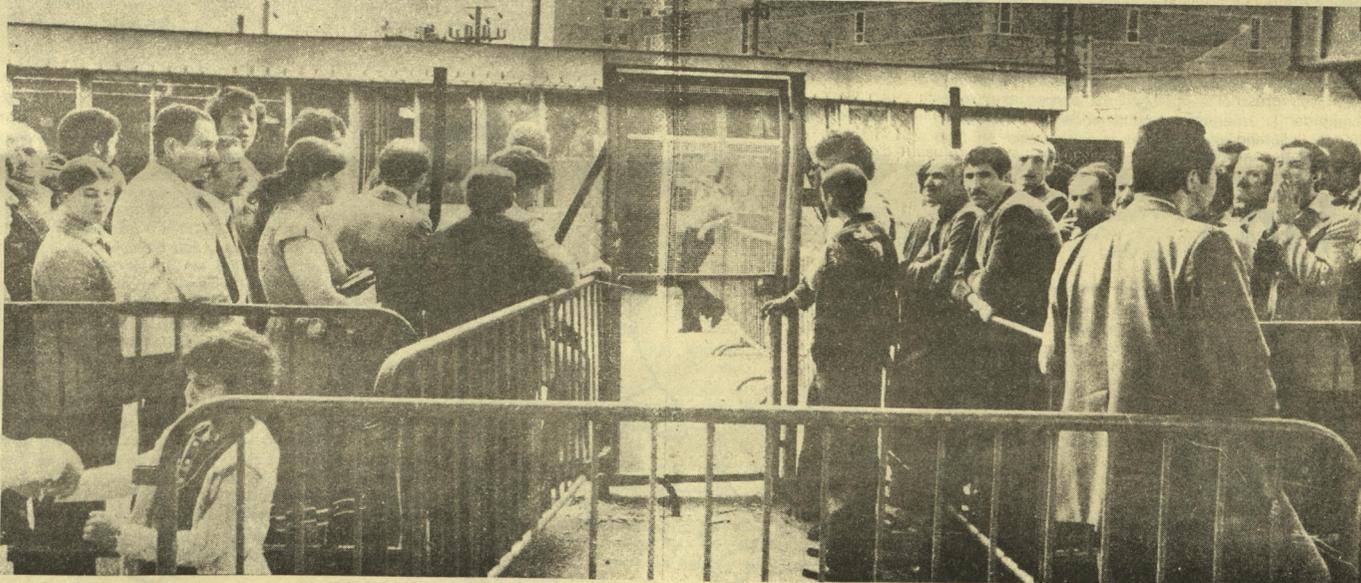
Il faut noter que cette propagande nationaliste, de droite comme de gauche, marque plus de points dans la population française que les théories pseudo-scientifiques avancées par la nouvelle droite sur la hiérarchie des races.

Nous vivons une situation particulièrement dangereuse. La population française soumise à la propagande démagogique des politiciens, et qui a subi dix années d'augmentation du chômage et de baisse du pouvoir d'achat, peut facilement traduire son racisme latent par des actes irréversibles.

Il est urgent pour tous les libertaires et tous les antiracistes de bien analyser la situation, de désamorcer par des propositions cohérentes, tous les risques de dérapage ! Reconnaître le droit à l'identité culturelle, favoriser la cohabitation des groupes, promouvoir et cultiver les différences, se battre pour l'égalité des droits sociaux et politiques, ... quelques idées à mettre rapidement en œuvre pour lutter efficacement contre le racisme.

Carolina

(1) Les chiffres officiels en dénombrent 4,5 millions, *Libération* : 3,5 millions, quant à *Minute* il titre 6 millions (6 millions, un chiffre qui rappelle tristement un holocauste de l'histoire contemporaine).



# SÉCURITÉ SOCIALE : LA RÉFORME

Le débat sur la protection sociale a eu lieu au parlement le 23 juin. Pour permettre aux députés de progresser dans le débat sur le budget social de la nation Bérégovoy a fait écrire ce livre blanc pour « ouvrir les dossiers et dire la vérité aux Français » — qu'il a dit !

Le problème posé aujourd'hui est le suivant : comment équilibrer le budget de la Sécurité sociale et consolider le système sans s'en tenir à ces deux réactions primaires que sont l'augmentation des recettes (c'est-à-dire les cotisations sur les salaires en grande partie) et le ralentissement des dépenses (c'est-à-dire diminuer les prestations) ?

Béré, nous propose comme solution « un dosage entre ces deux possibilités » qui passe par trois principes :

- une réforme du financement
- une gestion rigoureuse des dépenses sociales
- une harmonisation des régimes.

Où en sont les finances de la Sécu. ?

Le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale de juin 1983 nous en donne un aperçu :

Branches		1981	1982	%*	1983	%*
C.N.A.V.T.S. (vieillesse)	Recettes	104,00	123,90	19,2	137,10	10,7
	Dépenses	104,70	125,00	19,4	145,20	16,2
C.N.A.F. (famille)	Recettes	89,40	103,00	15,2	134,00	30,0
	Dépenses	92,40	114,90	24,4	129,40	12,6
C.N.A.M. (maladie et acc. du trav.)	Recettes	214,00	260,30	21,6	292,20	12,3
	Dépenses	217,00	254,90	17,5	288,50	13,2
Total	Recettes	407,40	487,20	19,6	563,30	15,6
	Dépenses	414,10	494,80	19,5	563,10	13,8

\* Taux d'évolution sur l'année précédente.

La branche vieillesse enregistre déjà un déficit alors même que les effets de la retraite à 60 ans ne se font pas sentir. La branche famille accentue son déficit en 1982 compte-tenu des augmentations des prestations familiales.

La branche maladie s'équilibre grâce à l'augmentation de 1% sur les salaires supprimée par Barre en février 1981, mais rétablie par Delors en novembre 1981. Une réforme du financement

Le financement actuel repose essentiellement sur des cotisations assises sur les salaires. Par ailleurs ces cotisations sont plafonnées, ce qui introduit deux distorsions :

- la cotisation salariale est plus lourde pour les salaires inférieurs à ce plafond

(7640 F plafond moyen en 1983).

- les entreprises qui emploient en forte proportion ce type de salariés sont plus pénalisés.

Le gouvernement envisage donc quatre autres possibilités de financement :

- Déplafonner la cotisation ce qui donnerait une répartition plus juste entre les salariés et pénaliserait donc tout le monde de la même façon.

Le problème à résoudre serait alors de pouvoir verser des prestations également déplafonnées ce qui augmenterait considérablement les dépenses.

- La fiscalisation :

L'impôt sur le revenu aurait une apparence de justice sociale si tous les revenus étaient aussi rigoureusement déclarés que les sont la quasi-totalité des salaires.

Cette source de financement ne pourrait être, paraît-il, qu'un appoint, car elle rapporterait beaucoup moins que la cotisation, d'autant que le poids de l'impôt est déjà lourd à porter pour certains.

La T.V.A. ça pourrait rapporter gros, mais la répercussion sur les prix n'arrangerait pas le marché de la consommation.

- Alléger la charge sur les salaires en

Béré, ce qui est sûr, c'est que la maîtrise passe par le dialogue : « les conditions d'une véritable maîtrise des dépenses de santé passent par un dialogue approfondi et à tous les niveaux entre élus locaux, caisse, mutualité et gestionnaires du système de santé ».

S'il semble que l'assurance-maladie à deux vitesses ne soit plus de mise, il n'en reste pas moins vrai que la part des dépenses restant à la charge de l'assuré (ticket modérateur) risque d'être augmentée.

- Les formules à trouver sont diverses :
- réduction du nombre de cas d'exonération du ticket modérateur. Le premier exemple qui est donné est la contribution de 20 F par journée d'hospitalisation pour ceux qui ne payent pas le ticket modérateur ;
  - paiement d'un ticket modérateur proportionnel au revenu ;
  - institution d'une franchise proportionnelle au revenu.

Beaucoup d'assurés ont pris l'habitude, en payant les cotisations correspondantes, de voir intégralement remboursés leurs frais de maladie en faisant compléter les remboursements de la Sécurité sociale par ceux d'une mutuelle ou d'une compagnie d'assurances. S'ils veulent continuer à avoir cette apparence de gratuité des soins, ils vont devoir payer très cher les cotisations versées aux mutuelles ou aux compagnies d'assurances.

La loi Berger, qui prétendait instituer une médecine de riches et une médecine de pauvres, n'apparaît plus dans les propositions de Bérégovoy de la même manière, car si l'idée a été battue en brèche, le résultat risque d'être le même à terme.

Tout le monde n'est pas d'accord avec les propositions du ministre de la Solidarité Bérégovoy et notamment l'ex-ministre de la même Solidarité, Nicole Questiaux, qui n'est pas tendre avec son successeur dans un article d'*Enjeu* (la revue du CERES) intitulé : *Ma Part de vérité*. N. Questiaux fait remarquer à son petit camarade qu'il ne suffit pas d'être un bon compatriote pour être un bon ministre et qu'« il n'est pas de réponse à la montée des dépenses sociales qui ne soit politique » et qu'« il ne faut pas noyer le débat dans la technique ».

Elle n'hésite pas à démolir les propositions de réforme de financement :

- l'élargissement de l'assiette des cotisations n'est pas « une mine d'or car ces formules trouvent leur limite dans la nécessité de ne pas pénaliser l'investissement » ;
- la fiscalisation : « de la satisfaction un peu technocratique de ceux qui transèrent l'effort des entreprises aux ména-

ges » (les ménages, « ce sont les gens »). Pour Questiaux, « la demande est juste si la fiscalité est juste, et la réponse fiscale est au cœur des confrontations » ; elle rejette catégoriquement tout ce qui peut s'apparenter à une protection sociale à deux vitesses ou la généralisation des conditions de ressources pour l'obtention de prestations sociales. « Quand le pays s'engage à petits pas, depuis l'arrivée de la gauche, dans cette autre forme de redistribution qui passe par les prélèvements, faut-il dire à celui qui paie plus qu'il n'a, lui, rien à attendre de la protection sociale ? »

Quant à la maîtrise des dépenses de santé, elle dit qu'elle a « peur de l'économisme ambiant. Il pousse à laisser une part plus grande des frais à la charge des malades. Ainsi, espère-t-on, la loi du marché poussera à une meilleure organisation. Ce n'est pas vrai, ce sont les gens vraiment malades qui dépensent beaucoup, et ces économies-là entraîneront des inégalités qui ne seront pas justifiées, à terme, par des coûts supplémentaires. »

Elle raye donc d'un trait de plume les propositions élaborées par son camarade du P.S. ; elle oublie simplement de dire comment, elle, elle aurait remis en place les systèmes de protection sociale. Il est vrai que l'on n'a pas pu la voir à l'œuvre, sa prestation ministérielle ayant été de courte durée.

La Sécurité sociale a un manque à gagner avec l'augmentation du chômage et l'abaissement de l'âge de la retraite.

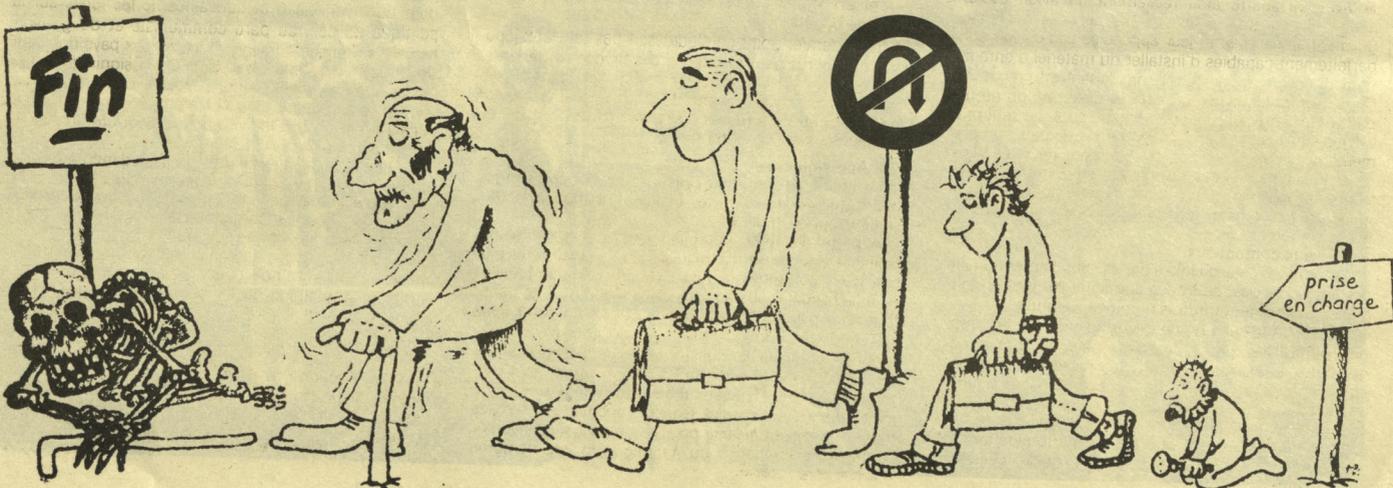
Le problème ne se limite cependant pas aux moyens de trouver d'autres recettes. Le *Livre blanc* ne propose, une fois de plus, que des solutions de replâtrage de la protection sociale. Il évite soigneusement de poser les questions de fond : quelle société voulons-nous construire ? de quelles protections avons-nous réellement besoin ? l'Etat doit-il pourvoir à tout ?

Mais comment faire évoluer les mentalités pour que d'autres options soient trouvées ? Les requins de la protection sociale ne pourront survivre longtemps tels qu'ils existent. On ne pourra que prolonger leur agonie avec des solutions bâtarde telles celles proposées aujourd'hui par le gouvernement.

L'assistance à tout prix n'est pas une solution, d'autant qu'elle réduit la liberté et les facultés d'initiative nécessaires pour éviter toute sclérose.

Il faudra trouver rapidement une autre voie car nous arrivons au bout de l'im-passe.

A.D.



# GÉO-POLITIQUE ET STRATÉGIE



Le 1<sup>er</sup> septembre 1983 un avion de ligne coréen est abattu par un missile soviétique. L'avion avait dévié de sa route et survolait, paraît-il, des installations stratégiques russes. Il n'aurait pas répondu aux appels radio des avions soviétiques. Le pilote du Boeing, responsable de la vie de presque 300 personnes, aurait fait fi des tirs de semonce. Les lumières du 747 étaient allumées, selon la retransmission radio des pilotes soviétiques, mais elles étaient éteintes, selon un maréchal, soviétique lui aussi.

Les pilotes des chasseurs auraient confondu le 747 avec un avion espion américain (un vrai celui-là) qui est deux fois plus petit et qui croisait dans les parages deux heures plus tôt. Le 747 aurait cherché à s'enfuir, disent les autorités russes, mais on sait d'après les pilotes soviétiques qu'il aurait ralenti à l'approche des chasseurs.

Dans le catalogue des inexactitudes déjà formulées on peut en ajouter une de plus, pour quoi pas : le 747 civil abattu était réellement un avion espion, mais à l'insu des passagers. Les services de renseignement américains, et leur appendice sud-coréen sont parfaitement capables d'installer du matériel d'enregistrement sur un appareil civil complaisant et d'organiser un déroutage « accidentel » en se disant qu'on ne tire pas sur un appareil civil en temps de paix. Le seul problème est que l'on n'est pas en temps de paix, simplement, la guerre n'est pas ouvertement déclarée. Les soviétiques continuent de mener en Extrême-Orient la guerre qu'ils n'ont pas terminée le 6 août 1945. Ce jour-là, les américains ont lancé sur Hiroshima la première bombe atomique.

## Un vieux contentieux

Au nord de l'île d'Hokkaïdo, la plus septentrionale des îles japonaises, se trouve une autre île, tout en longueur, Sakhaline, autrefois nommée Karafuta.

En 1905, à la suite d'une guerre gagnée par les japonais contre les russes, les deux pays se sont partagés cette île de 75 000 Km<sup>2</sup> : les russes au nord, les japonais au sud. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand la pression du front ouest se fut allégée à la suite de la capitulation allemande, les russes ont commencé à descendre et à occuper la totalité de l'île de Sakhaline, et tout porte à croire qu'ils n'allaient pas s'arrêter là.

Pendant ce temps-là les américains, dans le Pacifique, étaient enlisés dans une guerre en sauts de puce, prenant fastidieusement aux japonais une île après l'autre. Les russes étaient en train de prendre les américains de vitesse et allaient arriver avant eux au Japon.

Pour les Etats-Unis comme pour l'U.R.S.S., le Japon était une base stratégique de première importance en Extrême-Orient. C'était aussi pour l'U.R.S.S. un énorme potentiel industriel à piller, et pour les U.S.A. un énorme marché en puissance.

Les américains ont dit par la suite que les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki avaient pour but de finir la guerre rapidement et d'épargner des vies humaines. Curieuse conception de l'économie en vies humaines que de massacrer 300 000 civils. En lançant les deux bombes sur des objectifs civils, il s'agissait de démolir l'adversaire japonais mais aussi de dire :

- nous sommes capables de nous en prendre massivement aux populations civiles s'il le faut ;
- et constatez au passage combien nous pouvons faire de dégâts.

Et ce dernier point ne s'adressait pas tant aux japonais qu'aux russes, il signifiait « pas touche au Japon ». Les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki ont été, en réalité, les premières bombes atomiques américaines lancées contre les russes ; seulement, ce sont les civils japonais qui ont « trinqué ».

## L'Après-guerre

La politique des Etats-Unis au Japon dans l'immédiat après-guerre apporte une confirmation à la thèse développée ci-dessus.

A partir de 1880, l'Etat japonais, qui a mené une politique vigoureuse d'industrialisation, transfère la plupart des établissements industriels aux grandes familles de marchands et aux anciens clans féodaux. Il se constitue une oligarchie de l'argent qui se confond avec l'armature économique du pays. Un petit nombre de groupes contrôle la quasi-totalité de l'économie du pays : ce sont les *zaibatsu*, qui sont organisés à partir d'un *holding* (société mère) qui coiffe une pyramide de sociétés vassales (sociétés anonymes distinctes mais soumises au *holding* pour les grandes orientations). Les seuls actionnaires du *holding* sont les membres d'une même famille.

Les *zaibatsu* n'ont pas été étrangers à l'apparition de l'impérialisme militaire du Japon à partir de 1931. Aussi, après la capitulation en septembre 1945, les américains ont ordonné la dislocation de ces sociétés. Quatre groupes contrôlaient alors 85% des actions des sociétés japonaises. Les mesures prises furent impitoyables : épurations, confiscations, etc. Toute forme de concentration fut interdite par la commission de liquidation des *holdings*, en juillet 1947.

Trois ans plus tard, toutes ces mesures furent abrogées. Les communistes ont pris le pouvoir en Chine et la guerre de Corée a commencé. Il faut reconstituer la puissance économique du Japon face à un bloc communiste encore homogène sous la direction soviétique.

## Une zone de tensions aiguës

Peu avant la destruction de l'avion civil coréen par la chasse soviétique, le gouvernement japonais a publié un document où il signale un renforcement du potentiel militaire de l'U.R.S.S., qui a accumulé sur Sakhaline des bombardiers *Backfire* porteurs d'armes nucléaires et à très long rayon d'action, des chasseurs M.I.G. 23 et M.I.G. 25.

Des milliers d'hommes de troupe ont été concentrés depuis deux ans sur deux des îles Kouriles du sud, que les japonais revendiquent également : Kunashiri et Etoforu. Une base est en construction à Habonai, à 3 Km du Japon. Ces îles sont soit visibles à l'œil nu, soit extrêmement proches du Japon. Les japonais se plaignent de constantes violations de leur espace aérien par les avions soviétiques et interviennent plusieurs fois par jour pour aller « décourager » ces intrusions. Un major-général japonais, cité par *Liberation*, se plaint que « les soviétiques sont de plus en plus entreprenants ».

Sur le plan naval, les « intrusions » soviétiques, pour ne pas dire les provocations, sont fréquentes. Les navires de guerre soviétiques sont constamment postés entre Hokkaïdo et l'île de Habonai (3 Km). Ils patrouillent dans le détroit qui sépare Hokkaïdo de Sakhaline. Les sous-marins nucléaires russes empruntent le détroit qui sépare les îles japonaises de Honshu et Hokkaïdo. Des pêcheurs japonais sont fréquemment capturés par des gardes-côtes soviétiques et condamnés à plusieurs années de prison.

Il est bon d'ajouter que la paranoïa habituelle des soviétiques en matière militaire est certainement accrue du fait que, depuis l'arrivée de Reagan au pouvoir, la marine américaine a adopté une nouvelle tactique de combat qui met l'accent sur les incursions offensives dans les eaux territoriales soviétiques dans la mer du Japon et la mer de Barents.

Toute la zone Sakhaline-Kouriles-mer d'Okhotsk est considérée par l'U.R.S.S. comme zone réservée d'où tout intrus doit être éliminé. Il ne s'agit pas seulement de faire face aux revendications territoriales japonaises, qu'il est d'autant moins question de satisfaire que cela relancerait la question des revendications territoriales chinoises le long du fleuve Amour.

L'U.R.S.S. depuis 1965 tente de s'imposer en Asie orientale, comme puissance majeure, par une politique d'implantation militaire intensive, et en particulier en développant sa flotte, qui est passée d'un simple instrument de défense côtière à une flotte de guerre à part entière. Le point de vue soviétique est parfaitement résumé par l'amiral Gorshkov : « Avec l'émergence de la marine soviétique dans les océans, nos navires de guerre visitent avec une fréquence accrue les ports étrangers, jouant le rôle de « plénipotentiaires » (...). Les visites des marins soviétiques permet aux gens de nombreux pays de se convaincre des idées du communisme (...). Les marins soviétiques (...) portent la vérité sur le premier pays socialiste du monde, sur l'idéologie et la culture communistes et sur le mode de vie soviétique (...). Il répondent de façon claire et convaincante les idées sur la politique de paix du parti communiste et du gouvernement soviétique à travers de nombreux pays du monde. Il est impossible de surestimer la signification de cette influence idéologique ». (*Far Eastern Economic Review* — 31 août 1975)

La conclusion de cette affaire peut-être résumée en trois points :

- Les bonnes âmes ont un peu tendance à oublier qu'il existe aussi un impérialisme soviétique ;
- les 269 victimes innocentes de la *Korean Airlines* ont fait les frais de l'antagonisme entre deux impérialismes rivaux, les Etats-Unis et l'U.R.S.S.
- Les vertueuses indignations du gouvernement américain ont pour but d'occulter une autre question : combien la politique de l'impérialisme américain fait-elle de victimes, disons, au hasard, en Amérique centrale ?

Et comme point subsidiaire :

- La réaction des dirigeants communistes français face à l'acte de terrorisme malgré tout inexcusable des soviétiques, est significative de la nature réelle du P.C.F.

Raoul Boullard

**POLOGNE**

Le régime militaire de Varsovie semble décidé à entreprendre une opération d'envergure à l'intention tout autant des travailleurs polonais que de son tuteur soviétique. Une série de procès politiques devront s'ouvrir tout prochainement et concerner quatre ex-animateurs du KOR (Comité d'autodéfense sociale), sept membres de l'ex-direction de Solidarité, ainsi qu'un membre de la direction clandestine. L'échelle des peines, en fonction des actes d'accusation, iront de cinq ans de prison à la peine de mort.

Sur le plan économique, les réformes vont bon train : les produits alimentaires devraient subir prochainement des hausses de 10 à 40%, aggravant ainsi la baisse du pouvoir d'achat et les difficultés d'un nombre grandissant de familles polonaises.

**SUISSE**

Deux organisations antinucléaires allemandes ont adressé une réplique au « message » du Conseil fédéral de 1981 relatif à l'octroi d'autorisation pour la construction d'une centrale nucléaire à Kaiseraugst.

« La preuve du besoin tout d'abord : la Commission fédérale de l'énergie estime « qu'on ne peut apporter scientifiquement la preuve du besoin, les problèmes qui se posent ne pouvant être résolus de manière objective (...), mais qu'il est politiquement nécessaire de fournir cette preuve ». Que signifie une réponse politique sinon qu'elle est le fait des rapports de forces en présence. Il ne s'agit donc en rien d'une preuve, mais, une fois de plus, d'une orientation dominante.

Les déchets ensuite : si l'autorisation générale ne prend pas en compte « l'entreposage définitif des déchets », l'exploitation, elle, ne pourra débuter que si une « élimination sûre et à long terme » est garantie (message du 21 décembre 1981). Mieux, si une solution n'est pas trouvée avant fin 1985, le

premier accord deviendra caduque. On comprend l'empressement de la C.E.D.R.A. à faire des p'tits trous un peu partout en Suisse.

La protection en cas de catastrophe pour terminer : de toute évidence, il conviendrait de choisir le site d'une centrale en cherchant à éliminer les facteurs de risque et à atténuer les conséquences d'un éventuel accident.

Rien de cela à Kaiseraugst puisque l'on sait que la région bâloise est exposée à des activités sismiques et que la « répartition démographique aux alentours de la centrale a toujours été défavorable (...). A ce titre, reconnaît le message du C.F., Kaiseraugst est le moins bien placé des sites suisses ».

Mais il est vrai que cela n'a pas d'importance puisque le besoin est politiquement établi... »

(Extrait du Rebrousse-poil, sept. 83)

**CHINE**

Des dizaines de milliers d'arrestations, des centaines d'exécutions à travers tout le pays (trente-huit à Shanghai, une cinquantaine à Pékin) illustrent la campagne de « guerre au crime » engagée par le gouvernement de Chine populaire ces dernières semaines. Quadrillages policiers, système de délation avec mise à prix, exposition publique des personnes arrêtées sont quelques-unes des méthodes appliquées pour « exterminer les déchets sociaux », selon l'expression de la presse officielle.

Parfaitement conscients que le phénomène de la « délinquance » en Chine comme ailleurs, est la conséquence pratique de l'échec d'un type de société liée aux inégalités sociales et à la pénurie, les dirigeants chinois accompagnent cette campagne d'un savant discours idéologique : les délinquants « sympathisent avec les contre-révolutionnaires », sont des « individualistes et des anarchistes, victimes des idées pourries du capitalisme étranger ».

Des affirmations quelque peu subjectives pour un système se réclamant du socialisme scientifique.

La Turquie termise sa troisième année de régime militaire, restant le seul membre de l'O.T.A.N. dans ce cas. Mais même les dictatures les plus féroces res-

sentent le besoin de s'octroyer une façade démocratique. Pour cela existe une méthode éprouvée : l'appel aux urnes.

Depuis le 12 septembre 1980, date du coup d'Etat militaire, c'est par dizaines de milliers que les prisonniers politiques ont défilé, ou restent encore, dans les prisons turques. Sévices et tortures, dénoncés à plusieurs reprises par Amnesty-International, sont le lot des militants et syndicalistes, travailleurs et intellectuels, généralement condamnés à de lourdes peines par des tribunaux d'exception, voire à la peine de mort, peine souvent requise pour des fournées entières de prisonniers. Les libertés les plus élémentaires ont bien sûr disparu.

**TURQUIE**

**L'électoralisme au service des militaires**

Déjà le gouvernement militaire avait engagé une opération séduction auprès des agences de voyages et des comités d'entreprise, en France et ailleurs, pour favoriser par des tarifs avantageux tout à la fois le tourisme, l'image de marque du pays, et les rentrées de devises. En France, quelques initiatives de boycott auprès des comités d'entreprise ont donné de faibles résultats.

Les élections législatives, prévues pour novembre prochain, sont un des moyens utilisés par les gouvernements militaires pour se faire cautionner par un semblant de pouvoir civil, simulacre de liberté que

monie ces libertés « légales », strictement délimitées au terrain parlementaire, que les moyens de résistance sont réduits : la grève de la faim entamée par 2 500 prisonniers à Istanbul a échoué, en juillet dernier, face à une dictature déterminée à imposer son ordre.

Tous les partis ayant été dissous, ce sont des partis spécialement créés pour la circonstance qui devront recevoir l'agrément du Haut-Conseil électoral, lui-même émanation du Conseil national de sécurité, instance suprême du pouvoir : trois partis, Parti de la démocratie nationaliste, Parti du peuple, Parti de la mère patrie (I) ont été agréés ; deux autres, Parti de la social-démocratie et Parti de la juste voie (II), refusés.

Les militaires tentent de donner à leur régime, et cela avec l'aide de la clientèle politicienne reconvenue au gré des événements, une assise politique qui ne présentera de toutes manières aucune menace et qu'ils pourront contrôler ou reconsidérer en fonction de leurs intérêts. Corrélativement, pour mieux sonder, sans doute, le peuple et les institutions de la nation, le vote sera obligatoire : une amende pénalisera tout abstentionniste !

Il est urgent qu'en réaction à ces élections, un mouvement issu du peuple, non tenté par le parlementarisme, se dessine, fermement décidé à se débarrasser de la dictature et, pour quoi pas, de toute forme de domination étatique.

Vincent Gauvin

**LIBAN**

La guerre civile au Liban est passée au degré supérieur en s'internationalisant. L'engagement direct de forces étrangères, américaines d'abord, françaises ensuite, les menaces d'intervention de la Syrie, consacrent, même dans l'hypothèse d'un cessez-le-feu provisoire, au moins une victoire : celle du militarisme, expression de la violence de l'Etat et de la géostratégie internationale.

Tandis que les avions de chasse français bombardent à leur tour les positions druzes et syriennes, le Congrès américain a autorisé Reagan à maintenir ses troupes au Liban, cautionnant du même coup la détermination offensive de ce dernier à épauler l'armée libanaise à partir de la flotte mouillée au large de Beyrouth. Comme cela était prévisible, la F.I.N.U.L. tend progressivement, de « force de paix multinationale », à se transformer en une « force de guerre », outrepassant sa vocation initiale, d'ailleurs assez floue, de « force d'interposition ». C'est bien sûr du côté de la légalité et de l'expression authentique de l'Etat, entendez l'armée libanaise, que se rangent troupes françaises et américaines.

La mobilisation et les préparatifs s'effectuent aussi du côté syrien et dans le contingent de

700 soldats libyens dépêchés par Kadhafi pour prêter main-forte aux miliciens druzes. La guerre civile libanaise s'internationalise sur le terrain, intérêts impérialistes superposés aux contradictions intra-libanaises.

Il se trouve pourtant des dirigeants libanais, et au plus haut niveau, pour affirmer qu'il n'y a pas de guerre civile au Liban, peut-être pour tenter de lever les hypothèques quant à leur légitimité alors qu'ils reconnaissent d'autre part ne contrôler que 10 à 20% du territoire national, fait déterminant de l'actuelle tragédie. L'armée libanaise s'est cassé les dents sur le Chouf parce qu'encadrée principalement par des officiers chrétiens, alliée manifeste des phalangistes chrétiens, aux ordres d'un Etat dont les leviers de commande essentiels sont tenus par les chrétiens, elle est comprise par la communauté druze comme l'expression de la domination d'une communauté déterminée sur les autres.

Amin Gemayel, président du Liban, estime qu'Israël et la Syrie sont les « deux super-grands du Moyen-Orient », des impérialistes donc. Mais quelle est la signification de l'avancée de son armée, sinon plier à son hégémonie et à son pouvoir d'Etat des populations qu'il ne contrôlait pas jusqu'alors et qu'il ambitionnait de regrouper sous sa seule autorité ?

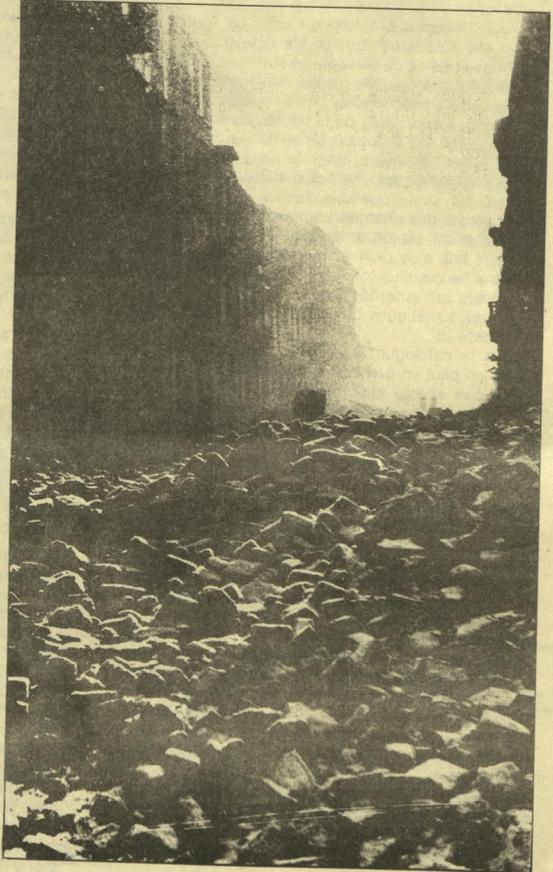
Qu'on ne nous dise pas que c'est justement l'absence d'une réelle autorité d'Etat qui est à

l'origine de ces affrontements dégénérant en tueries. C'est l'armée libanaise, expression d'un Etat fatalement inféodé à des intérêts particuliers et obéissant à ceux-ci, qui, par sa progression, a embrasé le Chouf, relayée par des troupes étrangères dont la vocation de paix ne fait plus illusion mais qui signent leurs véritables intentions partisans. C'est bien l'autorité de l'Etat qui cherche à s'étendre qui est un des facteurs déterminants des actuels combats. Et comment pourrait-il en être autrement dans ce pays où toutes les formations armées, druzes, chiites, chrétiennes phalangistes ou dissidentes, palestiniennes, portent en elles, comme depuis toujours, tous les germes constitutifs de l'Etat : la force armée comme moyen privilégié d'imposer des intérêts particuliers, idéologiques ou religieux, pour dégénérer plus tard en despotisme.

Il n'existe pas de recette miracle pour sortir les populations libanaises du marasme dans lequel les politiciens, les impérialistes de l'est et de l'ouest, les chefs de bandes armées les ont plongés. Par delà les convictions conflictuelles et illusives qui heurtent les diverses communautés, une volonté collective de se débarrasser des exploités à la solde du militarisme et de l'étatisme et d'envisager un type de société basée sur l'égalité de tous, reste le seul espoir d'en finir avec l'oppression.

B.R.

**LE MILITARISME TRIOMPHANT**



**N**OUS, Costa-Ricains, Salvadoriens et internationalistes, individuels ou militants d'organisations politiques distinctes, accusés par le ministère public sur des suppositions de l'Organisme d'investigation judiciaire (O.I.J.), et détenus en tant qu'« indicateurs » dans les prisons du Costa Rica, les premiers depuis le 20 avril 1981 et les derniers depuis le 11 mars 82, nous déclarons que nos détentions (qui n'ont comme cause réelle que la persécution politique déchaînée au Costa Rica contre les citoyens qui soutiennent une position politique contestataire au régime et qui sont suspectés de sympathiser avec la cause du peuple salvadorien) démontrent les graves violations des droits de l'homme auxquelles nous sommes soumis, en nous accusant et en nous présentant devant la société comme de dangereux délinquants de droit commun.

Immédiatement après notre arrestation, nous fûmes soumis à des traitements vexatoires et infamants comme les tortures, ceci en violation de l'article 40 de la Constitution politique du Costa Rica, de l'article 5 de la Convention américaine des droits humains et de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Nous devons ajouter que dans la majorité des cas, cette violation se fit avec l'autorisation et la présence de chefs de l'OIJ tels qu'Edouardo Aguilar Blose (directeur), Rodrigo Araya (sous-directeur), Manuel Antonio Molina (chef des recherches) et Ricardo Granados (chef du secteur des différents délits).

Nous devons également mentionner que nous fûmes tous maintenus dans une solitude totale dans les cellules des souterrains de l'OIJ, éclairées par une lumière.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1981, ont été incarcérées dans une petite cellule de deux mètres sur un mètre les compagnes Magaly Salazar Nassar (enceinte de huit mois), Alejandra Bonilla Leiva et Viviana Gallardo Camacho. Elles furent traitées d'une manière méprisante, lâche et brutale. En conséquence, Magaly et Alejandra furent gravement blessées et Viviana fut assassinée de quatorze balles (violation de l'article 21 de la CPR, de l'article 4 de la CADH et de l'article 3 de la DUDH).

Les violations de nos droits se poursuivirent selon un développement arbitraire, irrégulier par rapport aux processus judiciaires légaux. Ainsi notre maintien préventif en prison s'est converti en une peine injustifiée (violation de l'article 39 de la CPR, de l'article 8 de la CADH et de l'article 11 de la DUDH), concrétisant de cette manière les menaces formulées par l'OJ de nous maintenir en prison préventive indéfiniment (violation de l'article 41 de la CPR, de l'article 199 du Code des procédures pénales, de l'article 7 de la CADH et de l'article 9 du Pacte international

nonciations dont nous sommes l'objet ;

- de justifier devant l'opinion publique internationale notre maintien illégal en prison préventive pour une durée indéfinie.

S'il n'est pas possible de recueillir toutes les preuves nécessaires pour un procès, le juge doit ordonner la prorogation extraordinaire de l'instruction (article 325 du CPP) et ordonner sans retard notre mise en liberté immédiate (articles 326 et 327 du CPP).

Si douze mois — dans le cas des détentions plus récentes — ne sont pas suffisants pour que les juges recueillent les preuves

du pays et soutenue par les déclarations des fonctionnaires du pouvoir judiciaire. Cette campagne se caractérise par les mauvaises intentions, la tergiversation sur les faits, l'obstination à canaliser nos manifestations dans un sens négatif et la manipulation des faits pour dévier l'attention des véritables problèmes du pays.

Nous devons ajouter les persécutions auxquelles furent soumises nos familles résidant au Costa Rica, dont on reprochait leur lien familial avec nous. Cette persécution fut rendue publique lorsque trois membres du Comité des familles de prisonniers du Costa Rica (FAPREP) furent arrêtés le 6 décembre 1982 dans le parc central de Alajuela au moment de l'inauguration du congrès mondial des droits de l'homme. A cette occasion, des documents de dénonciation et des affiches de FAPREP furent sortis. D'autre part, des violations de domiciles furent effectuées systématiquement envers des membres de nos familles.

Evidemment, au Costa Rica on ne connaît pas toujours la torture et les disparitions de manière aussi systématique qu'au Salvador, au Guatemala ou aux Honduras. Mais le problème n'est pas le nombre de persécutés, de torturés, de disparus. Il suffit d'un seul prisonnier politique ou d'un seul torturé pour que l'institution démocratique se détériore et que la conscience de toute l'humanité s'indigne.

Cette déclaration — que nos conditions politiques et nos principes idéologiques soutiennent — nous donne le courage d'exiger de la part des autorités du Costa Rica, notre liberté et de demander à tous les hommes et femmes de bonne volonté dans le monde, attachés à la paix, à la liberté et à la justice, de se solidariser avec notre demande, en écrivant au président de la République Luis Alberto Monge, au président de l'Assemblée législative Herman Garrón Salazar et au président de la Cour suprême de justice Ulises Odio.

Nous montrerons sans cesse que nous sommes victimes de la persécution politique, de la violation des droits de l'homme et de la détérioration de la démocratie au Costa Rica.

(D'après Acracia n° 5)

## Déclaration des prisonniers politiques du Costa Rica



des droits civils et politiques).

Ce qui a été caractéristique aussi, ce sont les subterfuges utilisés par les secteurs du pouvoir judiciaire pour accumuler les procès ou formuler de nouvelles charges afin de prolonger la détention préventive indéfiniment.

Cela avait également pour but :

- de rendre volumineux les différents dossiers constitués contre nous afin d'augmenter la difficulté du travail de la défense ;
- de nous présenter devant la société comme des délinquants de droit commun ;
- de nous intimider par ces dé-

et disposent de notre liberté, combien de mois seront nécessaires ?

Dans ce cas, les juges s'attribueront un rôle que la loi ne leur concède pas.

Maintenant, nous pensons que la publicité autour d'un système judiciaire costa-ricain relativement souple représente un mythe dont l'Etat a recours pour maintenir l'image démocratique du pays.

Depuis notre arrestation, nous avons été les victimes d'une violente campagne de diffamation et de discrédit menée par la presse costa-ricaine contrôlée par les secteurs réactionnaires

**L**ES compagnons Gianni Ceravolo et Franco Leggio sont finalement en liberté.

Les motifs de leur arrestation remontent à des faits commis par les deux militants il y a quelques années (voir M.-L. n° 481 et n° 492) mais on croit savoir que Franco et Gianni ont été emprisonnés à cause de leurs activités antimilitaristes et, en particulier du fait des luttes qu'ils menaient contre la construction de la base de missiles de Comiso.

Nos deux compagnons ont été libérés après que la lutte à Comiso a été réprimée par les forces de l'ordre. Malgré tout Gianni Ceravolo et Franco Leggio ont aussitôt repris leur travail militant.

## Déclaration du 56<sup>e</sup> congrès de S.A.T.

Le 56<sup>e</sup> congrès de *Sennacieca Asocio Tutmonda* (Association anationale mondiale, 67, avenue Gambetta, Paris-20<sup>e</sup>) qui s'est tenu du 30 juillet au 5 août 1983 à Linz, Autriche, en présence de participants de 17 pays, a approuvé la déclaration dont le texte suit :

- Le congrès
- appelle à une vigoureuse opposition à la course aux armements qui conduit l'humanité à l'anéantissement ;
- proteste contre toute sorte de propagande militaire dans les sphères de l'éducation, en quelque pays que ce soit, et contre la persécution des résistants à la guerre et des militants pacifistes ;
- apporte son soutien aux objectifs de conscience ;
- constate que l'un des principaux facteurs qui mettent la paix en péril est l'insidieuse manipulation des esprits par l'Etat au moyen de l'information et de la communication ;
- insiste sur l'importance de la communication entre les hommes, et soutient l'idée des radios libres indépendantes, comme c'est le cas, officiellement en France, et espère prochaine la suspension de l'interdiction qui frappe « Radio-Libertaire », à Paris.
- pense que les techniques de communication d'avant-garde ne suffisent absolument pas sans l'utilisation d'une langue anationale commune ;
- exprime son approbation aux journaux syndicaux et ouvriers qui, comme *Radnicko novine* (organe des syndicats croates), en plein accord avec les buts de l'Année mondiale des Communications, ont ouvert une rubrique régulière d'espéranto ;
- salue l'arrivée de la Chine parmi les pays qui, par décision du ministère de l'Éducation d'introduire l'espéranto dans l'enseignement supérieur, créent les bases d'une communication sans discrimination et d'un nouvel ordre linguistique mondial.

Sat-Amikaro

## COMMUNIQUE

La revue *Acracia* du Costa Rica dénonce la condamnation politique. Le 2 septembre courant, des membres du groupe appelé par la police : « la Famille ».

Elle fait appel à tous les défenseurs des droits de l'homme et de la liberté pour dénoncer les faits qui suivent et exiger la libération des prisonniers politiques de Costa Rica.

### Résumé des faits :

• Le 20 avril 1981 la police effectue les premières arrestations. Depuis cette date jusqu'en août 1983 ils sont emprisonnés sans jugement.

• Les prisonniers sont soumis aux mauvais traitements, aux tortures, qui ont pu être constatées par les médecins, et sont maintenus en isolement total pendant des périodes très longues.

• Le 1<sup>er</sup> juillet 1981 Viviana Gallardo-Camacho est assassinée dans une cellule du commissariat principal et deux prisonnières sont blessées : Alejandra Bonilla et Magaly Salazar. Cette action, planifiée par les hautes sphères de la police, a été exécutée par un agent criminel et approuvée par les moyens de communication. Personne n'a jamais pu éclaircir la raison de ce transfert au commissariat bien des heures avant l'exécution du crime.

• Durant cette longue détention, les droits des prisonniers, établis par la constitution de Costa Rica, par le code de procédure pénale, la convention américaine à laquelle adhère notre pays et la déclaration des Droits de l'Homme, ont été violés.

• Pendant le procès qui s'est déroulé au mois d'août, un certain nombre d'irrégularités, pratiquées couramment, ont été commises. Mais les accusations portées par les agents de l'organisme d'investigation judiciaire (l'O.I.J.), bien connu pour ses capacités techniques et sa connivence avec le pouvoir politique, ont pu, de par leur véracité très douteuse, être rejetées. Pour leur défense, les accusés se sont déclarés ennemis de la situation injuste dans laquelle se trouve la majorité des Costa-ricains, et plus particulièrement les paysans, et ont reconnu avoir participé à des travaux ayant un but organisationnel et éducatif avec ces derniers.

• Parmi les 19 accusés, 15 ont été condamnés dont la plupart pour « délit » d'association illicite, ce qui prouve que ce procès était du début à la fin, avant tout politique. Cette situation remet en cause la liberté d'organisation et d'expression dans notre pays. Les prisonniers qui ont eu les peines les plus lourdes sont : Miguel Regueira-Edelman (15 ans), Mario Guillen-Garcia (15 ans), Alejandra Bonilla-Leiva (15 ans), Magaly Salazar-Nassar (10 ans), Freddy Rivera-Lizano (10 ans) et Leonardo Vega-Miranda (9 ans). Quatre accusés ont été déclarés innocents après avoir passé deux ans en prison.

C'est pour cela que nous faisons appel à tous les amis épris de liberté, de justice et de défense des droits de l'homme.

Liberté pour les prisonniers politiques du Costa Rica !

Liberté pour Regueira, Bonilla et leurs compagnons !

*Acracia*

GIANNI ET FRANCO  
EN LIBERTÉ

ITALIE

# CABET ET PROUDHON

Quelques disciples de M. Cabet, ayant entendu parler de l'existence ou de la possibilité d'une science sociale, écrivirent un jour à leur maître pour le prier d'exposer le dogme communiste scientifiquement. Ils trouvaient que le roman d'*Icarie*, non plus que la *Cité du soleil* ou le *Phalanstère*, n'avaient rien de scientifique (3). M. Cabet leur répondit par le *Populaire* de novembre 1844 :

« Mon principe, c'est la fraternité.

« Ma théorie, c'est la fraternité.

« Mon système, c'est la fraternité.

« Ma science, c'est la fraternité. »

M. Cabet commentait ensuite cette litanie : c'était touchant, c'était sublime.

La Fraternité ! voilà donc, suivant M. Cabet, le fond, la forme et la substance de l'enseignement communiste. Car il est juste de le reconnaître, M. Cabet, comme Saint-Simon et Fourier, est chef d'école. Saint Paul, répondant aux juifs incrédules qui l'interrogeaient sur sa doctrine, leur disait avec une magnifique ironie : *Je ne sais qu'une chose, c'est Jésus crucifié*. M. Cabet parle comme saint Paul ; il dit à ses néophytes : Je ne sais qu'une chose, c'est la fraternité...

[Mais] la fraternité, la solidarité, l'amour, l'égalité, etc., ne peuvent résulter que d'une conciliation des intérêts, c'est-à-dire d'une organisation du travail et d'une théorie de l'échange. La fraternité est le but, non le principe de la communauté, comme de toutes les formes d'association et de gouvernement ; et Platon, Cabet, et ceux qui à la suite de ces deux sommités du socialisme, au lieu de nous enseigner les lois de la production et de l'échange, nous demandent du pouvoir et de l'argent, débutant dans l'utopie par la fraternité, la solidarité et l'amour, tous ces gens-là, dis-je, prennent l'effet pour la cause, la conclusion pour le principe ; ils commencent, comme dit le proverbe leur maison par les lucarnes. Car, encore une fois, qui empêche les socialistes de s'associer entre eux, si la fraternité suffit ? est-il besoin pour cela d'une permission du ministre, d'une loi des chambres ? Un si touchant spectacle édifierait le monde et ne compromettrait que l'utopie ; ce dévouement serait-il au-dessus des courages communistes ?

Voilà, sans qu'ils fussent en état de s'en rendre compte, ce que sentaient au fond du cœur les citoyens qui se hasardaient à interpeller M. Cabet. Mais ce fut aussi avec une grande supériorité de tactique que le maître leur répondit : *Mon principe, c'est la fraternité* ;

Au niveau de l'édition (1), Leroux, Cabet ces socialistes du début du XIX<sup>e</sup> siècle sortent de l'oubli où les avaient plongé la consécration par les milieux intellectuels de Marx, « le ténia du socialisme ».

Mais le socialisme chrétien de Leroux, l'étatisme de Cabet, comme l'associationnisme de Fourier sont loin d'être des garanties pour l'édification d'une société libre et sans classe. Proudhon à l'époque ne s'est d'ailleurs pas privé de les combattre dans ses livres et son journal *La voix du Peuple*. Après l'*Avertissement aux propriétaires* où le fouriérisme était pris à la gorge, victime d'une attaque semblable à celle subie par la Propriété dans *Qu'est-ce que la Propriété*, la Communauté et bien sûr la vision communiste de Cabet se sont retrouvées au banc des accusés dans le chapitre XII de *Philosophie de la misère* (2). Ce sont quelques passages extraits de ce chapitre que nous reproduisons ci-dessous.



Etienne Cabet

parce que, sans ce renversement, il n'y avait plus de communisme. M. Cabet était sûr qu'après ce coup décisif on ne lui demanderait point quel était le principe de la fraternité, puisque c'eût été se jeter dans une suite de questions à l'infini, et qu'il fallait en finir...

M. Cabet crée partout l'immobilité, chasse la spontanéité et la fantaisie. L'art de la modeste celui du bijoutier du décorateur, etc., sont *anticommunistes*. M. Cabet prescrit, comme Mentor, l'invariabilité du costume, l'uniformité du mobilier, la simultanéité des exercices, la communauté des repas, etc., etc. D'après cela, on ne conçoit pas pourquoi, en Icarie, il existerait plus d'un homme, plus d'un couple, le bonhomme Icar, ou M. Cabet, et sa femme. A quoi bon tout ce peuple ? à quoi bon cette répétition interminable de marionnettes, taillées et habillées de la même manière ? La nature, qui ne tire pas ses exemplaires à la façon des impres-

meurs, et qui, en se répétant, ne fait jamais deux fois la même chose, fait naître, pour produire l'être progressif et prévoyant, des millions de milliards d'individus divers, et de cette infinie diversité résulte pour elle un sujet unique, l'homme. Le communisme impose des bornes à cette variété de la nature. Il lui dit, comme l'Eternel à l'Océan : Tu viendras jusqu'ici, tu n'iras pas plus loin. L'homme de la communauté, une fois créé, est créé pour toujours... N'est-ce point ainsi que le fouriérisme a prétendu immobiliser la science ? Ce que Cabet fait pour le costume, Fourier l'avait fait pour le progrès : lequel des deux mérite davantage la reconnaissance de l'humanité ?

Pour arriver à ces fins avec plus de certitude, l'icarien réglemente l'esprit public, prend ses mesures contre les idées nouvelles. En Icarie, il ya un journal communal, un provincial et un national : c'est comme dans l'Eglise, un catéchisme,

un évangile, une liturgie. La liberté de penser, c'est le droit de proposition à l'assemblée. L'opinion de la majorité est réputée opinion publique : de même que dans nos chambres la raison se compte, elle ne se discute pas. Le journal, imprimé aux frais de l'Etat, est distribué *gratis*, rend compte des délibérations, fait connaître le chiffre de la minorité, analyse ses raisons : après quoi tout est dit. Les livres de science et de littérature sont faits et publiés par délégation : la publicité n'est acquise à rien d'autre. En effet, tout appartenant à la communauté, personne n'ayant rien en propre, l'impression d'un livre non autorisé est impossible. D'ailleurs qu'aurait-on à dire ? Toute idée factieuse se trouve donc arrêtée dans sa source, et nous n'avons jamais de délits de presse : c'est l'idéal de la police préventive. Ainsi le communisme est conduit par la logique à l'intolérance des idées. Mais, miséricorde ! l'intolérance des idées est comme

l'intolérance des personnes : c'est l'exclusion, c'est la propriété !...

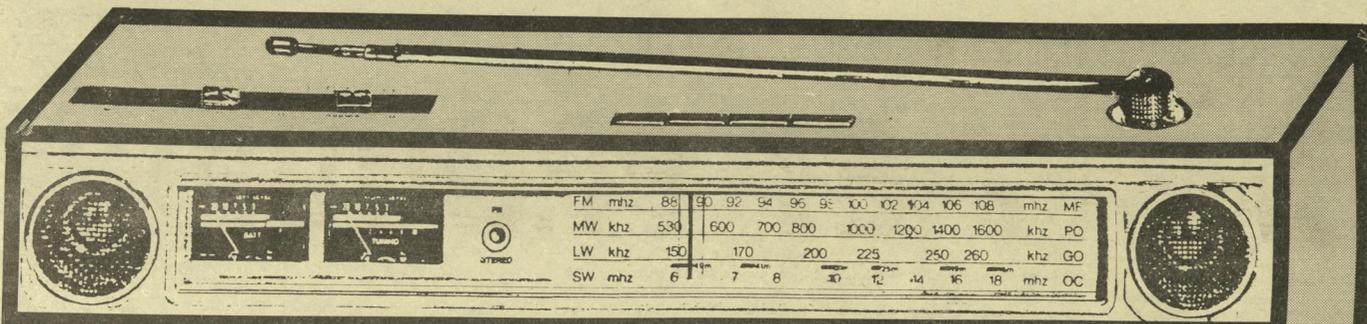
La communauté, c'est la propriété ! Ceci ne se comprend plus et pourtant c'est indubitable : vous allez voir.

De tous leurs préjugés intelligents et rétrogrades, celui que les communistes caressent le plus est la dictature. Dictature de l'industrie, dictature du commerce, dictature de la pensée, dictature dans la vie sociale et la vie privée, dictature partout : tel est le dogme qui plane, comme la nuée sur le Sinaï, sur l'utopie icarienne. La révolution sociale, M. Cabet ne la conçoit pas comme effet possible du développement des institutions et du concours des intelligences : cette idée est trop métaphysique pour son grand cœur. D'accord avec Platon et tous les révélateurs ; d'accord avec Robespierre et Napoléon ; d'accord avec Fourier, ce dictateur de la science sociale, qui n'a rien laissé à découvrir ; d'accord enfin avec M. Blanc et la démocratie de juillet, qui veut procurer le bonheur du peuple MALGRÉ LUI, et donner au pouvoir la plus *grande force d'initiative* possible, M. Cabet fait venir la réforme par le conseil, la volonté, la haute mission d'un personnage, héros, messie et représentant des Icaris. M. Cabet se garde bien de faire naître la loi nouvelle des discussions d'une assemblée régulièrement issue de l'élection populaire : un moyen trop lent, et qui compromettrait tout. Il lui faut UN HOMME. Après avoir supprimé toutes les volontés individuelles, il les concentre dans une individualité suprême, qui exprime la pensée collective, et, comme le moteur immobile d'Aristote, donne l'essor à toutes les activités subalternes. Ainsi, par le simple développement de l'idée, l'on est invinciblement amené à conclure que l'idéal de la communauté est l'absolutisme. Et vainement on alléguerait pour excuse que cet absolutisme sera transitoire ; puisque, si une chose est nécessaire un seul instant, elle le devient à jamais, la transition est éternelle.

(1) *Leroux et les socialistes européens*, édition Actes Sud, et *Partons en Icarie*.

(2) *L'Avertissement aux propriétaires et Philosophie de la Misère*, collection anarchiste, *Qu'est-ce que la Propriété* : édition Garnier Flammarion, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(3) *La Cité du Soleil* est l'ouvrage du théologien et philosophe italien Campanella qui l'écrivit au début du XVII<sup>e</sup> siècle et qui eut à subir des persécutions tant pour ses idées que pour son action politique. Quant au phalanstère, c'est la cité communiste du fouriérisme.



### DEUX JOURS POUR RADIO-LIBERTAIRE

Pour fêter ses deux années d'existence, ainsi que sa réémission sur 89,5 MHz, le regroupement Radio-Libertaire (comprenant Radio-Liberté, Radio-Esperanto, Radio-Libertaire-Paris et Radio-Libertaria) organise un gala les 8 et 9 octobre 1983, de 14 h à 24 h, à l'Espace B.A.S.F., métro Balard, à Paris.

Au programme (sous réserve) : Armande Altaï, Alain Aurenche, Rachid Bahri, Jean Bourbon, Christian Camerlinck, Louis Capart, Max-Roy Carrouge, Gil Cerisay, Jean-Luc Debatisse, Jean-Philippe Didier, Eglin et Robin, Méline Favennec, Jacques Florencie, Patrick Font et Philippe Val, Bernard Hailland, Pierre Haralambon, Paco Ibanez, Xavier Lacouture, Gilbert Laffaille, Gilles Langoureau, Hédris Londo, Francisco Montaner, Gilles Servat, Jean-Paul Sèvres, Francesca Solleville, Jean Sommer, Tchouk Tchouk Nougah, Théophile, Daniel Vachée, France Valmore, Anne Vanderlove, Wasaburo et Paul Castagnier, Elisabeth Wiener.

Des forums de discussion sont également prévus :

• Samedi :

- 14 h 30 : participation de l'Union pacifiste de France et du Comité national pour l'abrogation du protocole Henu/Savary ;
- 16 h 30 : Radio-Libertaire et la vie culturelle (avec de nombreux acteurs, chanteurs, artistes-plasticiens...);
- 19 h : la lutte au quotidien (avec l'association consommateurs de Force ouvrière, l'Union fédérale des consommateurs, la Ligue des droits de l'homme, la Libre Pensée, le journal médical *L'Impatient*...).

• Dimanche :

- 14 h 30 : le mouvement ouvrier (participation du Syndicat des correcteurs C.G.T. et de diverses sections syndicales C.F.D.T., F.O., C.G.T., F.E.N.);
- 16 h 30 : les radios libres et la bande F.M. (Ici et Maintenant, Radio Gilda, Radio Vo-Ka, Radio Paris Ile-de-France, Carbone 14, Radio Aligre...);
- 19 h : la Fédération anarchiste, le fédéralisme, les propositions anarchistes.

De nombreux stands et tables de presse (Union pacifiste, Libre Pensée, Confédérations nationales du travail espagnole et française, mouvement espérantiste, Ligue des droits de l'homme, U.F.C. et les revues suivantes : *Le Fou parle*, *Paroles et musique*, *Plages*, *L'Impatient*, et *Fluide glacial*).

Des buvettes sont prévues et un parking gratuit est assuré sur place.

Prix des places : 60 F minimum la journée, 100 F minimum les deux jours (80 F pour les porteurs de la carte d'auditeurs).

Les billets sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11<sup>e</sup>, tél. : 805.34.08.

Les bénéfices du gala serviront au rééquipement du studio de Radio-Libertaire, saisie le 28 août 1983.

### A quand la grande empoignade sur la bande F.M. ?

C'EST à dater du 1<sup>er</sup> octobre que la Haute autorité de la communication audio-visuelle se réserve le droit de faire appliquer l'article 86 de la loi du 29 juillet 1982, prévoyant le retrait d'autorisation d'émettre, pour les stations dérogées ne se trouvant pas sur leur bonne fréquence, ne respectant pas la puissance maximale d'émission (500 W) ou pour les regroupements ne remplissant pas toutes les conditions ayant présidées à l'accord de la dérogation. Notamment, selon la Haute autorité, « toute modification de ces accords du fait du retrait d'un des partenaires ou de l'adjonction d'une nou-

velle association doit lui être soumise et ne pourra intervenir qu'avec son approbation ». Les stations dérogées ont donc jusqu'au 30 septembre pour obtempérer et faire, advenue que pourra, la police sur la bande F.M.

Il va sans dire que les pouvoirs publics ne sortent nullement grandis de cette nouvelle péripétie. L'attitude qui consiste à faire exécuter le travail répressif par radios interposées ne va pas, loin s'en faut, redorer l'image de marque de la social-démocratie au pouvoir. Il est vrai que cette bande de faux-culs reste fidèle à elle-même, préférant procéder par

« la bande » plutôt que de s'exposer au mécontentement des foules qui l'ont portée au pouvoir. La solution idéale pour la Haute autorité consisterait donc à ce que les Europe n° 1 et consorts éliminent tout ce qui reste des radios associatives !

Les jours qui viennent nous diront si la grande « empoignade » entre radios dérogées et radios pirates va avoir lieu.

Dès à présent, plus que jamais, pour Radio-Libertaire, vigilance et détermination doivent être les moyens qui seuls, permettront à notre station de faire que la voix anarchiste ne se taise pas sur la bande F.M.

Le secrétariat de Radio-Libertaire

**Prochains invités de Radio-Libertaire**

- Jeudi 29 septembre : « La vie d'artiste » (16 h - 18 h) : Suzanna Sublic, femme sculpteur d'argentine.
- Vendredi 30 septembre : « Théâtre » (14 h - 16 h) : Jean-Luc Debatisse.
- Samedi 1<sup>er</sup> octobre : « Samedi et vous ? » (9 h - 12 h) : le lo-gement.
- Dimanche 2 octobre : « Ici Dieu à vous Paris » (10 h - 13 h) : la Régie débile de publicité (fille aînée de la Régie divine de pu-blicité).
- Mardi 4 octobre : « Contre l'enfermement » (22 h - 24 h) : une infirmière de Fleury-Mérogis.
- Mercredi 5 octobre : « L'invité quotidien » (22 h - 24 h) : mise en place de l'émission consacrée aux droits de l'homme.

### Interview de Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme

Interview de Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme, sur Radio-Libertaire, le vendredi 23 septembre 1983 à 20 h.

— Question : ... Maintenant, nous allons réaliser une interview de Henri Noguères qui est président de la Ligue des Droits de l'Homme, organisation qui pendant de nombreux mois a assuré des émissions sur Radio-Libertaire et qui face au problème posé à la fois par l'interdiction de cette station et par sa saisie de la part du gouvernement, tient à préciser sa position et celle qui a été prise par l'ensemble de la Ligue, par l'intermédiaire de son dernier comité central. Nous passons la parole, tout d'abord, à Henri Noguères.

— Réponse : Oui il est bien exact que, si j'interviens aujourd'hui sur l'antenne de Radio-Libertaire, c'est en plein accord et je dirai même avec mandat exprès du comité central de la Ligue des Droits de l'Homme qui a examiné le problème posé par votre interdiction et la

saisie de R.-L. Elle a pris sur ce problème une position unanime et très ferme. J'indique rapidement cette position. La Ligue des Droits de l'Homme avait soutenu, en d'autres temps, les radios libres. Elle avait même tenu à manifester ce soutien en participant directement à la création d'une radio libre — une parmi tant d'autre — parce qu'il fallait un exemple. Ce fut Radio-Lille 80. Nous avons non seulement soutenu Radio-Lille 80, mais lorsque les dirigeants de cette radio ont été poursuivis sous le précédent gouvernement, nous en avions été solidaires. J'étais moi-même intervenu comme témoin. C'était très symbolique et très symptomatique, cette intervention devant le tribunal correctionnel de Lille. J'avais pu dire ce jour-là que François Mitterrand était lui-même inculpé pour avoir participé à une radio libre, car

cela se passait le jour même où, au Panthéon, il participait à la cérémonie de son intronisation. Il venait d'être élu président de la République. Il est bien évident que Radio-Lille 80 fut glorieusement acquittée et que l'on ne parla plus de ce genre d'affaire. Aujourd'hui, j'interviens sur Radio-Libertaire pour manifester de la même façon la solidarité de la Ligue des Droits de l'Homme à l'égard d'une radio privée de la possibilité d'émettre, ou tout du moins, qui n'émet que sous la menace. En venant ici, j'assume pleinement ma responsabilité qui peut être, demain, la responsabilité pénale d'un citoyen qui a commis délibérément un délit, le délit étant de participer à une émission à caractère illégal et clandestin. Je le fais en pleine conscience. Pourquoi ? Parce que nous considérons qu'il est anormal et choquant que Radio-Libertaire, qui s'est pliée à toutes les injonctions de la puissance publique, qui a procédé à des regroupements avant mé-

me qu'on ne les lui impose, se voit dans l'impossibilité d'émettre, et ceci alors que Radio-Libertaire représente un courant d'opinion dont nous n'avons pas à savoir ce qu'il représente numériquement, mais qui fait partie de la tradition politique française. Il est particulièrement choquant que ce courant d'opinion ne puisse pas s'exprimer. Nous pensons, d'autre part, que le comportement de Radio-Libertaire correspond au critère associatif de la loi. L'antenne de Radio-Libertaire est ouverte à la Ligue des Droits de l'Homme mais aussi à d'autres organisations comme la Libre-Pensée, l'Union fédérale des consommateurs, l'Union pacifiste... Il est tout à fait choquant que Radio-Libertaire n'ait pas la possibilité de poursuivre sa mission. Enfin, nous estimons intolérable le fait que les attributions de fréquences et d'autorisations — dont nous nous doutons bien qu'elles doivent entraîner des sacrifices parce que la bande F.M. ne permet pas, si j'ose dire, d'héberger

tous les postulants — se soient déroulées sans que l'opinion publique ait été clairement et loyalement mise au courant des critères retenus. Nous sommes ici dans le domaine de l'arbitraire et du bon plaisir. Je pense qu'en agissant ainsi la Haute autorité ne respecte pas les textes de la loi qui la contraignent à certaines obligations. Je le dis avec d'autant plus de regret que, je suis de ceux, et nous sommes de ceux, qui avions souhaité la mise en place d'un système du type de celui qui correspond à la Haute autorité. Nous réclamons depuis la Libération (1944) qu'il y ait une B.B.C. à la française. Et nous réclamons que la possibilité d'émissions radio et télévision échappent au contrôle permanent et constant du gouvernement. Nous n'avons aucune hostilité de principe à l'égard du système. En revanche nous sommes choqués par la façon dont les choses se passent. Nous tenons à le dire et c'est la raison de ma présence ici, aujourd'hui.

## DU RÔLE DU SYNDICALISME EN CETTE RENTRÉE 83

« **J**AIMERAIS rencontrer Henri Krasucki, Edmond Maire et André Bergeron » avait dit au début du mois François Mitterrand. Une manière pour lui de tâter le pouls de la classe ouvrière par permanents syndicaux interposés. « Jusqu'où pouvons-nous aller ? » a été sûrement l'une des questions clef de ces prises de contact entre états majors. Chacun à sa manière a dû dire que cela n'allait pas très fort, et comme l'a si bien dit Krasucki : « pour que les travailleurs nous croient, il faut qu'il se passe quelque chose ». Dont acte !

En fait il se passe des choses et les travailleurs n'en voient qu'une, c'est que leur porte-monnaie est la principale victime. Edmond Maire a beau leur dire que le socialisme c'est autre chose que l'amélioration du niveau de vie, la mayonnaise ne prend pas. Ce qu'il ne dit pas c'est que pour toute l'équipe syndicalo-gouvernementale ce qui importe c'est l'augmentation de la production de la France. Pour cela il faut réduire les frais. Comme

le disait Serge July dernièrement dans *Libération* : « les imprimeries qui marchent, qui font du rendement sont celles où les organisations syndicales sont absentes ». Comme par exemple celles de Didier ou de Ginoux proches du pouvoir actuel !

Le syndicalisme « monsieur bons offices » du capitalisme d'Etat est-ce le seul modèle que nous proposons les actuels majoritaires de l'Elysée ? Yvon Gattaz, l'ineffable président du C.N.P.F., a lancé dernièrement au gouvernement un cri qui restera célèbre : « Laissez-nous licencier ! ». Tout cela bien sûr pour aider la production française comme quoi patronat et majorité de gauche ont des intérêts communs... Et ce ne sont les propos de Mauroy qui auront aidé à dissiper le malentendu !

Un des grands débats dans les sphères syndicales est actuellement : les choses ont-elles véritablement changé depuis mai 1981 ? On connaît la réponse officielle de la C.F.D.T. où toute référence à la lutte des classes est quasiment abolie et où on cherche à parta-

ger avec l'Etat la gestion de la crise. Pour la C.G.T. c'était plus nuancé : l'accession de la gauche aux rênes de l'Etat favorise certes le rapport de forces contre le patronat, mais la lutte des classes existe encore. Pour nous anarcho-syndicalistes il n'y a pas de véritable socialisme tant que les rapports de production ne changent pas, il n'existe pas un « patronat de gauche » gentil et qui contribue à l'expansion économique de la France et un autre qui planquerait ses sous en Suisse, il y a un tout : le capitalisme qu'il faut abattre.

Et pour cela il faut que le syndicalisme redevienne ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : l'organisation des travailleurs sur la base de leur propres intérêts. Cette organisation syndicale de classe s'oppose à tous les autres corps constitués de la société : Capital, partis, Eglise. Les intérêts des classes de la société sont opposés si l'on considère que l'exploitation de l'homme par l'homme doit cesser. Bien sûr si l'on considère comme François Mitterrand que son bail de sept ans à l'Elysée a d'un coup de

baguette magique changé tout, il n'y a plus de lutte des classes, comme il l'a déclaré à la télévision dernièrement. Lui qui veut se différencier du marxisme, reprend les thèses de l'Union soviétique des années 20 : nous avons le pouvoir d'Etat, donc il n'y a plus de problèmes, le socialisme est en marche !

Dans ce beau pays qu'est la France il faut donc donner une image sereine de la gauche politico-syndicale et dépassant E. Maire ou A. Bergeron sur leur propre terrain Henri Krasucki a donné une interview au *Figaro* du lundi 19 septembre. Un mois pile avant la date des élections de la Sécurité sociale ! Comme le dit le quotidien de Robert Hersant : « Le secrétaire général de la C.G.T. choisit de s'expliquer dans le *Figaro* ». En fait il donne de lui et de la C.G.T. une image tranquille. Il y réaffirme le discours gestionnaire de la C.G.T. (« De nos jours l'esprit d'entreprise c'est nous ! ») et souligne l'importance pour lui de l'avènement de la gauche au pouvoir (« Les conditions dans lesquelles se présente la possibilité de cette transfor-

mation [du système] ont évolué, et c'est tant mieux »). A la relecture de cette interview on lui trouve le même goût que d'autres discours de la C.G.T. ou de Krasucki : tout le monde est content, il y a un petit mot pour chacun. Affirmation de la solidarité avec le gouvernement, tout en soulignant que la C.G.T. est un syndicat et « agit comme force indépendante ». Il y a aussi des choses comme « La lutte des classes, nous ne l'avons pas inventée, c'est le mode de vie de notre société ». L'image d'Epinal, une C.G.T., seule à se battre sur le terrain contrairement aux centrales réformistes doit être respectée !

La classe ouvrière ne doit pas attendre des dirigeants syndicaux de mots d'ordre de mobilisation, car ceux-ci sont plus préoccupés d'échéances politiques que des intérêts des travailleurs. L'unité sur le lieu de travail, là où on est exploité, sans soucis de boutique syndicale semble toujours le meilleur axe de lutte. Car malgré tout le patronat ça existe encore...

J.-P. Germain

## L'ÉPOUVANTAIL

À

## DEUX TÊTES

**R**EN n'est simple pour l'état-major de la place du Colonel-Fabien. La conjoncture se présente, en effet, comme un nœud grouillant de contradictions et la dialectique la plus subtile peut finir par s'y entortiller dangereux.

La politique d'austérité, les restructurations industrielles, les « dégraissages » d'effectifs ne passent pas, dans le bon peuple, comme une lettre à la poste. La colère gronde dans les secteurs les plus touchés (Saint-Etienne-du-Rouvray, Roanne, Longwy, etc.).

Autre exemple de situation délicate : le projet de partage des activités entre la C.G.E. et Thomson. Il est qualifié, par l'*Humanité*, de « restructuration dangereuse », mais le gouvernement — ministres communistes compris — a donné le feu vert. Alors, l'*Huma* s'en prend... aux seuls P.D.G. !

L'organe central du P.C. dénonce aussi « la tentative du patronat » d'imposer une politique identique à celle de Giscard-Barre ou de la Thatcher « et par voie de conséquence de porter de nouveaux coups au crédit populaire du gouverne-

ment ». Ainsi donc si la politique de la gauche n'est pas celle qui avait été promise aux électeurs, c'est la faute aux capitalistes et à la droite. Le refrain a été repris, bien entendu, au cours de la dernière session du comité central.

Toutes ces vicissitudes n'empêchent pas les dirigeants du parti de réaffirmer leur volonté de rester au gouvernement pour en infléchir la politique « dans le bon sens ». D'où leurs propositions en matière de développement industriel, à l'enseigne du « Produisons français ». Et leur demande, entre autres, de relever de 20 000 à 30 000 F le seuil d'application de la surtaxe sur les revenus pour amadouer les cadres, les classes moyennes. (A ce propos, il convient de souligner que le rapport du bureau politique a été présenté par René Le Guen qui fut longtemps le patron de l'U.G.I.C.T., organisation des cadres cégétistes).

Mais dans tout cela, il n'y a sans doute pas de quoi emballer les foules, galvaniser les militants. Les dirigeants du P.C. se sont rendus compte qu'il leur fallait un instrument d'« agit-prop » plus percutant. L'affaire de Dreux leur offre l'occasion de lever bien haut le drapeau de la « lutte de classes » qui selon Andrieu « s'exaspère ». René Le Guen l'a expliqué devant le comité central : la « lutte de classes » est exacerbée par la droite qui a changé son fusil d'épaule et renonce à l'attaque frontale. Elle ne veut plus précipiter les échéances. Mais en même temps elle se « radicalise » sur le plan de l'idéologie en s'alliant avec l'extrême droite tout en jouant sur le pourrissement de la situation pour gagner les élections législatives de 1986.

Désormais, le P.C. va brandir un épouvantail à deux têtes, celles des frères siamois Le Pen

et Chirac. C'est ainsi que l'*Humanité* a monté en épingle « le danger du fascisme à visage découvert » avec un reportage photographique sur le dernier

qu'elle espère obtenir de cette campagne, la direction du P.C. vise-t-elle sans doute quelques objectifs subsidiaires. Peut-être, comme le suggère le *Monde*,



rassemblement du front national où furent distribuées des effigies du maréchal Pétain.

Outre l'effet mobilisateur

le P.C. veut-il bien montrer que le fossé s'élargit entre la droite et la gauche et rendre ainsi plus difficiles les approches de « la gauche de la droite » vers « la

droite de la gauche, en vue d'une solution de rechange centriste.

Il s'agit aussi — c'est certain — de faire passer au second rang toute autre préoccupation, sur le plan social par exemple. Le danger principal, c'est la droite. Pour le reste, il est toujours possible de discuter. Et le P.C. s'apprêterait à aller fort loin dans les concessions puisqu'on le dit déterminé à accepter certains licenciements « justifiés » par le progrès technologique. Ce que confirme l'*Humanité* en écrivant : « pour autant, les communistes ne sont pas partisans de l'immobilisme... Au contraire, ils préconisent un renouveau du dynamisme, de l'efficacité de la production. »

Ce « réalisme » n'empêche pas Le Guen de présenter le P.C. comme le seul véritable porteur des « aspirations » des électeurs de la gauche en 1981, par opposition à la « fausse gauche » complice de la droite et du « parti américain » dont le C.N.P.F. est le « centre d'animation »...

Pour être « plus efficaces à court terme et pour être plus rentables à moyen terme, en 1986 » les communistes sont invités à « aller de l'avant ». L'idée de milliers d'assemblées-débats dans tout le pays avait déjà été lancée au comité central d'avril, sans grands effets, semble-t-il. Elle est reprise cette fois avec deux grands thèmes : la production industrielle et la paix.

Après les municipales, Marchais avait expliqué que son parti se trouvait sur un « faux-plat ». Le P.C. prend son élan dès maintenant pour remonter la pente, les yeux braqués sur l'horizon 86. Pour lui, la « lutte des classes » contre la droite « radicalisée » ne peut « s'exaspérer » que dans les urnes...

S. Basson